

LIRE PAGE 16

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, \$ 0,85; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 ris.; Italie, 500 L.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Suède, 180 F CFA; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts.; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09

75421 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 Paris

Télex Paris n° 630372
 Tel. = 246 72 22

TEL. : 246-72-23

Un défi relevé

C'est d'une certaine « sagesse africaine » que vient, en tout cas, un enseignement dont le champ d'application, en ces temps de génocides et d'atrocités, est bien plus large. L'éternel défi des tyrans, que Suétone prêtait déjà à Caligula : « Souviens-toi que tout m'est permis envers tous », vient parfois être relevé.

à Bokassa I^{er}

(Lire, page 3, l'article de
PIERRE BIARNÈS)

(Lire, page 3, l'article de
PIERRE BIARNÈS
les principaux rapports de la
mission de constatations.)

La « semaine d'action » de la C.G.T. souligne les divisions des syndicats et de la gauche

La FEN reproche à M. Séguy de « tourner le dos » à l'unité

● Politique d'abord : on craint
ou imaginer que soit relâché, sur
l'initiative de la C.G.T., un front
commun partis-syndicats. N'exis-
te-t-il pas, depuis des années,
pour ce faire, un cartel de vingt-
cinq associations et partis com-
muns pour la défense de la Sécu-
rité sociale ?

De côté de la C.F.D.T., mais
aussi de la F.E.N., l'histoire de
cette rentrée précède s'écrit dis-
cussivement : alors que la C.G.T.
réunissait le 9 août sa commis-
sion exécutive pour décider de la
date de la semaine d'action, le
même jour, lors de la réunion

unitariste, la C.F.D.T. s'oppose
à une autre tactique : la question
de « chercher à agglomérer des
catégories sociales » méfiance à
l'égard des revendications dites
« unitaires ».

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 14)

C'est la faute à Clovis

Encore faut-il faire la part du vrai et du faux, de la réalité et du mythe de la nouvelle droite. Ses erreurs, ses énormités, ne sont parfois, comme il arrive, que des vérités affaiblies.

AU JOUR LE JOUR

LES CHATIMENTS

C'est au peuple centrafricain, et à lui seul, qu'il appartient d'appliquer sa justice et d'exercer sa vindicte. Il serait paradoxal qu'il soit la première victime des pieuses sanctions que le monde prétendument civilisé pourrait éventuellement prendre contre le violent.

ROBERT ESCARPIT.

Un voyage vers l'Asie

Chandernagor : les nostalgies de Chorone Kormacarc

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

(Lire page 2.)

CRISE ET AVENIR DU MOUVEMENT OUVRIER

I. — Un syndicalisme en retard sur son temps

En part de son support, le reste obscurci par l'ombre portée du totalitarisme étouffant la quasi-totalité des pays qui ont mis à mal le capitalisme. Effectivement, le socialisme dans la liberté manque encore de crédibilité. Mais c'est ce pes d'abord dû au pièti-

Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

L'éphémère et le permanent

Depuis quelque temps les visiteurs du Musée d'art moderne de la Ville de Paris entrent par la Rotonde, comme, en fait, ceux du Musée d'art et d'essai. L'accueil se fait désormais dans un espace plus agréable, qui distribue bien l'accès aux salles, à droite la galerie qui longe l'avenue du président Wilson, à gauche la nouvelle salle courbe qui reçoit les grandes expositions temporaires. En ce moment, du rez-de-chaussée au premier étage de l'ARC, sept expositions sont proposées aux visiteurs.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 11.)

JACQUES MICHEL

(Lire la suite page 11.)

Le Monde

étranger

LES MASSACRES D'ENFANTS DE BANGUI

La «mission de constatation» africaine confirme la réalité des atrocités ordonnées par Bokassa 1^{er}

De notre correspondant

Dakar. — M. Youssoupha Ndiaye, président du tribunal de première instance de Dakar, qui conduisait la commission d'enquête sur les événements de Bangui, constituée conformément à une décision du sommet franco-africain de Kigali, a rendu public, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 16 août, en fin de matinée, à Dakar, le rapport de la «mission de constatation» qu'il a été conduit, au mois de juin, dans la capitale centrafricaine, et qui comprenait également des magistrats ivoiriens, libériens, rwandais et togolais (nos dernières éditions du 14 août). Ce rapport reconnaît, pour l'essentiel, la véracité des faits dénoncés par Amnesty International et conclut à la participation personnelle «quasi certaine» de l'empereur Bokassa 1^{er} aux massacres du mois d'avril dernier.

Dans un résumé de ce rapport, qui a été remis aux journalistes à l'issue de la conférence, M. Ndiaye et ses quatre collègues distinguent trois étapes principales dans le déroulement des événements.

Tout d'abord, rappellent-ils, les 17 et 18 janvier dernier, des élèves qui avaient été renvoyés des établissements scolaires de la capitale centrafricaine, faute de porter un uniforme rendu obligatoire un peu plus tôt (et fabriqué par une firme appartenant à l'empereur) ont organisé des manifestations pacifiques dans les principales artères de Bangui. Très rapidement, les étudiants, dont les bourses n'avaient pas été payées depuis plusieurs mois, et de nombreux fonctionnaires, qui n'avaient pas perçu leur solde depuis longtemps, se

sont joints aux cortèges. Deux jours plus tard, à la suite de l'intervention brutale des forces de l'ordre, ces manifestations, qui s'étaient déroulées jusque-là dans le calme, se transformèrent en une véritable émeute, dont le bilan, devait être extrêmement lourd : au moins cent cinquante personnes de tous âges ont été tuées, estime la commission, qui relève des scènes tout particulièrement atroces.

Les «arrestations monstres»

Dans une seconde étape, que la commission qualifie de «période intermédiaire», et qui s'étend de janvier à avril, on a assisté à une politisation accélérée du mouvement, qui est devenue de plus en plus populaire : des réunions de protestation se tiennent alors en permanence dans de nombreux quartiers de la capitale, et des comités de quartier, souvent improvisés, réclament avec de plus en plus de véhémence l'abolition de l'empireur, dont la voiture est fréquemment lapidée et dont les divers domiciles qu'il possède dans la ville sont attaqués et saccagés. Ça et là commencent même à s'élever des barrières.

Et c'est alors que — la troisième et dernière étape de cette tragédie — surviennent les «arrestations monstres» des 17, 18 et 19 avril. La commission détaille la façon dont des centaines d'habitants, passés à tabac, mutilés, torturés, et avance le chiffre de cent morts.

Elle tient pour «quasi certaine» la présence de l'empereur, à trois reprises, à la prison de Ngarabou, ainsi que sa participation aux massacres qui, sous sa direction, auraient continué à Berengo même, dans son palais.

L'armée zairoise impliquée

D'autre part — ce qui paraît être également d'une extrême gravité aux yeux des observateurs dakarois, — le président Ndiaye a assuré, en réponse à la question d'un journaliste, que des éléments des forces armées zairoises avaient bien participé, contrairement à tous les démentis qui avaient été apportés à l'époque par les dirigeants de Bangui et de Kinshasa — à la répression des émeutes de janvier, donnant même à ce sujet des précisions, fondées elles aussi sur des témoignages nombreux et concordants.

En l'absence de Dakar du président Sémou et du premier ministre, M. Abdou Diouf, qui sont l'un et l'autre actuellement en congé en Europe, aucun réaction officielle sénégalaïse n'avait encore été enregistrée ce vendredi matin à la suite de ces révélations. Dès qu'il fut informé des premières conclusions de la commission d'enquête, le chef de l'Etat sénégalais rappela, il y a quelques semaines, son ambassadeur à Bangui.

En outre, on a tout particulièrement remarqué ici la présence, à la conférence de presse de M. Youssoupha Ndiaye, de plusieurs journalistes de la radio et de la télévision centrafricaines venus spécialement de Bangui.

PIERRE BIARNES.

LE TEXTE DU RAPPORT

Abattus, mutilés, torturés asphyxiés...

Voici les principaux extraits, transmis par l'A.F.P., du rapport de la «mission de constatation» sur les événements de Bangui :

« La mission estime que cinquante personnes au moins, de tous âges, ont été tuées pendant les émeutes de janvier.

« La répression, qui a été sévère, a été également marquée de trois scènes qui nous sont apparues particulièrement atroces :

« Un enfant de huit ans a été abattu à bout portant par le chef d'état-major de l'armée, qui le connaissait personnellement et qui est allé prévenir ses parents (...).

« Une fille de treize ans a été abattue par une balle dans le dos, dans son propre domicile et devant son père :

« En pleine émeute, des soldats ont tiré sur les membres de la Croix-Rouge portant leur insigne.

« Il est établi que des enfants en bas âge ont été arrêtés dans les artères et dans les maisons pendant que les parents étaient au travail (entre le mois de janvier et le mois d'avril).

« Transportés dans les casernes de l'armée et de la gendarmerie et à la prison de Ngarabou (près de Bangui), ils ont été abattus, passés à tabac, mutilés, torturés et entassés dans d'étroites cellules où certains sont morts, asphyxiés.

« Le registre de la prison de Ngarabou mentionne cinquante-deux arrestations, dont des enfants de douze à

quinze ans et des « prodobets » (vagabonds). Aucun décès n'y a été enregistré. Cependant, la «mission de constatation» a pu parvenir à la conclusion que deux cent cinquante-deux personnes environ, dont une majorité d'enfants, ont été arrêtées et détenues à la prison de Ngarabou. Elle peut également conclure qu'il y a eu entre cinquante et deux cents morts à la prison de Ngarabou, le chiffre de cent morts lui paraissant le plus proche de la réalité.

Participation «quasi certaine» de l'empereur

« Les témoignages nombreux, précis, objectifs et concordants permettent d'affirmer que les enfants massacrés ont été enrôlés à la sauvette dans des fosses communes éparpillées à plusieurs endroits ou jetés dans le fleuve. Ces mêmes témoignages signalent la présence de l'empereur à trois reprises, à la prison de Ngarabou, ainsi que sa participation aux massacres qui auraient continué à Berengo même (résidence impériale), sous sa direction.

« En conclusion, la «mission de constatation» estime qu'au mois de janvier 1979 à Bangui, les émeutes ont été atrocement réprimées par les forces de l'ordre et que cent cinquante à deux cents personnes ont été massacrées d'une manière perpétrée sous les ordres de l'empereur Bokassa et avec sa participation quasi certaine.

LE PRÉSIDENT MOBUTU DÉMENT LA PARTICIPATION DE TROUPES ZAÏROISES AU MASSACRE

Le général Mobutu, président de la République du Zaïre, a formellement démenti, jeudi 16 août, la participation de soldats zaïrois aux massacres de Bangui, en janvier dernier.

Dans une communication téléphonique avec l'A.F.P., depuis Lausanne, où il se trouve actuellement, le chef de l'Etat zaïrois a affirmé que les propos tenus à ce sujet à Dakar, par M. Ndiaye, président de la «mission de constatation», n'étaient «pas sérieux».

Il a indiqué que si un avion C-130 zaïrois se trouvait à Bangui, le jour du massacre, c'était uniquement dans le cadre d'une «scale technique», l'appareil rentrant des Etats-Unis où il avait été révisé.

«LE FIGARO» : le Waterloo de l'empire.

« La promesse de Kigali a été tenue : on a constaté les faits ou on a essayé de le faire. Valéry Giscard d'Estaing a eu raison en devinant l'imminence, peut-être même en être satisfait, et l'on songe que si les Nations unies n'ont pas fait le Commonwealt, ne se sont encore permis ce qui vient de faire le «Club» franco-africain : affirmer qu'un de ses membres n'est décidément pas un gentilhomme... »

« Qu'une bonne partie des forces françaises basées au Tchad soit parachutée sur Bangui, ce week-end ou le samedi prochain, ne serait guère étonnant. On assisterait à un facile Austerlitz. Et à un Waterloo politique imprévu pour les gens qui guettent depuis longtemps la fin de l'empire. »

(JEAN-MARC KALFELSCHER.)

PROCHE-ORIENT

Liban

LES TROUPES SYRIENNES BOMBARDENT LES QUARTIERS CHRÉTIENS DE BEYROUTH

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — L'affrontement des 14 et 15 août entre l'armée libanaise et les milices maronites au port de Beyrouth (le Monde du 16 août) a été suivi, le jeudi 18 août, par un combat entre les milices et les troupes syriennes de la FAD dans les ruines du centre-ville. Après une douzaine d'heures de bombardements intensifs des quartiers chrétiens, un calme très relatif s'est instauré.

La nuit de jeudi à vendredi et le début de la matinée de ce jour ont été marqués par le retour à la «routine» des escarmouches. Des obus sont de nouveau tombés dans les quartiers chrétiens provoquant des blessés et un mort et six blessés.

Le gouvernement a lancé un appel aux ouvriers du port pour la reprise du travail samedi. Ayant réglé le conflit entre l'armée libanaise et les milices chrétiennes, les autorités essaient de saisir l'occasion des derniers événements pour convaincre la Syrie d'une part et le Front libanais et les milices de l'autre de la nécessité de confier tout le centre ville à l'armée afin de prévenir de nouveaux incidents.

Le commandant en chef Sami Khayib, commandant de la FAD, s'est rendu à cet effet à Damas. Les chances de succès de cette tentative paraissent faibles.

L. G.

Iran

L'imam Khomeiny appelle les peuples musulmans à «renverser les gouvernements corrompus et tyranniques»

Des centaines de milliers d'Iraniens ont défilé ce vendredi 17 août dans de nombreuses villes du pays pour célébrer la «Journée de la Palestine» — décrétée par le régime de Khomeiny — ainsi que le dernier vendredi du mois du ramadan. Les manifestations ont été organisées par une cinquantaine de partis et de groupements islamiques.

A cette occasion, l'imam Khomeiny a lancé jeudi un appel à tous les peuples musulmans opprimés pour qu'ils renversent les gouvernements corrompus et tyranniques dans le monde islamique. Une fois de plus, il a vigoureusement critiqué les Etats-Unis et Israël. Il a insisté pour que «l'Islam se dressa contre les grandes puissances et anéantisse leur agresseur, surtout au Sud-Liban, où les Libanais et les Palestiniens sont victimes des Israéliens criminels». «Si nous le voulons, a-t-il poursuivi, nous pourrions éliminer en quelques heures les agents américains en Iran et dans les pays satellites des Etats-Unis.» L'imam Khomeiny a dénoncé à cette occasion «le jacobinisme et la corruption des gouvernements arabes» face à Israël.

fermeture du quotidien *Ayandegan* qui avait suscité la protestation du Front national démocratique.

D'autre part, la situation au Kurdistan s'aggrave. Des guerriers kurdes autonomistes, les «Peshmargas», après avoir assiégé la ville de Pavah, près de la frontière irakienne, ont pris d'assaut la localité et ont désarmé une garnison de «Pasdars», les miliciens mollahs. Toujours selon des sources kurdes, les guerriers kurdes ont occupé le quartier général de la police et de la gendarmerie. Les combats ont fait treize morts et cinquante blessés. On apprend de source gouvernementale que des renforts de «Pasdars» n'ont pu atteindre Pavah, les routes menant à la ville étant sous contrôle kurde. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Soudan

LE CHEF DE L'ARMÉE PROCLAME SA LOYAUTÉ AU PRÉSIDENT NEMERY

Khartoum (Reuters). — Le chef d'état-major général de l'armée soudanaise, le général Ali Malik, a, le mercredi 15 août, publiquement apporté son soutien au président Némery, actuellement aux prises avec une grave crise sociale et politique (le Monde du 14 août). Dans une déclaration radiodiffusée, le général Malik affirme que les forces armées «s'opposent aux traîtres et aux conjurés» et joueront leur rôle de «garde-jou de la révolution». Ces assurances interviennent après la destitution de toutes ses fonctions, dimanche, du premier vice-président, M. Abdel Gasseem Mohamed Ibrahim, et alors que Khartoum connaît une accalmie qui a suivi dix jours d'émeutes étudiantes. Le maréchal Némery avait alors décrété l'état d'alerte dans les forces armées.

Sur le front social, un certain apaisement semble s'annoncer avec l'annonce de la fin de la grève de cinq jours observée par les cheminots. Toutefois, ces derniers envisagent de renouveler leur mouvement pour une durée analogue dans le courant du mois si leurs revendications (une augmentation de 50 % de leurs salaires) ne sont pas satisfaites.

Egypte

VINGT-TROIS PERSONNALITÉS DE GAUCHE ARRÊTÉES

Le Caire (A.F.P., Reuters). — Vingt-trois personnalités du parti de la gauche égyptienne (Assemblée nationale progressiste unifiée) ont été arrêtées le jeudi 16 août, indique un communiqué distribué à la presse étrangère au Caire.

Selon ce texte, les domestiques ont été fouillés avant les arrestations. Parmi les personnalités arrêtées figurent notamment M^{rs} Chehata Haroun, quatre journalistes, dont M. El-Hadi El-Saïd, un ancien membre du Parlement, M. Ayouf Ess El-Bakri, qui fut député d'Alexandrie.

Le ministre de l'Intérieur s'est refusé à fournir la moindre explication au sujet de ces arrestations.

Un message de M. Fidel Castro

L'imam Khomeiny vient de recevoir de M. Fidel Castro un message dans lequel le leader cubain se félicite de l'établissement prochain des relations diplomatiques entre les deux pays, ce qui leur permettrait de mieux poursuivre «leur campagne contre l'impérialisme, le sionisme et l'apartheid». L'imam participera à la prochaine conférence des non-alignés, qui doit se tenir le mois prochain à La Havane.

Le parti communiste iranien Toudéh a, pour sa part, publié un communiqué dénonçant la manifestation organisée dimanche dernier par le Front national démocratique (centre gauche) qualifiée d'«initiative contre-révolutionnaire». Par la même occasion, le Toudéh justifie la

Nigéria

L'élection à la présidence de M. Shagari est contestée par ses adversaires

M. Alhaji Shehu Shagari, dirigeant du parti national du Nigéria (N.P.N.), a été officiellement proclamé chef de l'Etat le jeudi 16 août, à Lagos. Les résultats du scrutin du 11 août, cependant, sont contestés par les quatre adversaires du vainqueur. M. Shagari doit prendre ses fonctions le 1^{er} octobre, mettant ainsi fin à treize années de régime militaire.

Une lacune de la loi électorale nigérienne risque de rendre la victoire de M. Shagari au scrutin du 11 août, avec environ 5,7 millions de voix, sur les 16,8 millions de suffrages exprimés (1), il devance pourtant sensiblement ses quatre rivaux, et d'abord le principal d'entre eux, le «chef» Obafemi Awolowo, leader du parti uni du Nigéria (U.P.N.), qui a obtenu 4,9 millions de voix. Mais les textes prévoient que, pour être proclamé président, il faut avoir obtenu au moins 25 % des suffrages dans «le tiers au moins des dix-neuf Etats de la Fédération». Or M. Shagari n'a obtenu cette majorité du quart que dans douze Etats (et un peu plus de 20 % dans un treizième, celui de Kano).

Les adversaires de M. Shagari exigent donc que soit mis en route le mécanisme du second tour — une élection par les parlementaires des Assemblées d'Etat. La commission électorale fédérale, pourtant, a retenu l'interprétation favorable à

M. Shagari qu'elle a proclamé élu, tandis que ses adversaires, fustigeant contre une «mathématique politique frauduleuse», ont annoncé qu'ils allaient se pourvoir devant les tribunaux.

Agé de cinquante-quatre ans, le nouveau élu était considéré comme le plus conservateur des cinq candidats. Bien que le programme du N.P.N. défende une «économie mixte», M. Shagari s'est fait l'avocat de la libre entreprise et le défenseur des investissements étrangers (il a été le directeur de la firme Peugeot du Nigéria). Le leader du N.P.N. a annoncé à la fois qu'il renoncera à la culture agricole (vital pour le pays mais négligée depuis le boom pétrolier) et qu'il poursuivra la production d'hydrocarbures.

En politique étrangère, M. Shagari est un partisan de la continuité. Le Nigéria restera, en particulier, un membre actif de l'O.P.E.P. Mais le nouveau élu entend mener une politique plus dure que ses prédécesseurs militaires sur la question rhodésienne. Ses biographes rappellent, en outre, qu'il a, en vain, défendu la création d'une cour d'appel fondant ses décisions sur la loi islamique. Originaire de l'Etat de Sokoto, au nord-ouest de la Fédération, M. Shagari est un musulman convaincu.

D'abord enseignant, M. Shagari, qui est fils d'un chef de village, a été élu député pour la première fois en 1964. Dès avant l'indépendance acquise en 1960, il a occupé des fonctions ministérielles. Lorsque le général Ironi s'est emparé du pouvoir, en 1966, il était ministre des travaux publics et l'un des trois proches collaborateurs de Sir Abubakar Tafawa Balewa, premier ministre, tué dans le coup d'Etat. En 1971, il est revenu au gouvernement ; il est resté, jusqu'en 1975, ministre des finances du général Gowon.

Le nouveau président doit prendre ses fonctions le 1^{er} octobre prochain, après treize années de régime militaire. Il est élu pour quatre ans.

Zimbabwe-Rhodésie

● LA POLICE DU ZIMBABWE-RHODÉSIE a arrêté jeudi plusieurs membres et responsables de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), dirigée par le révérend Ndabaningi Sithole. M. James Dzvova, le porte-parole de la ZANU, a indiqué que plusieurs milliers de militaires de la région occidentale de Gokwe ont été également arrêtés jeudi. La ville de Gokwe avait connu récemment une mutinerie des auxiliaires africains. Cent quatre-vingt-trois d'entre eux avaient trouvé la mort (le Monde du 22-23 juillet). M. Dzvova a précisé que plusieurs responsables de la ZANU dans la ville de Sinota (nord-ouest du Zimbabwe-Rhodésie) ont été arrêtés il y a deux jours.

Par ailleurs, la ZAPU (Union populaire africaine du Zimbabwe), élément du Front patriotique, a annoncé qu'elle n'acceptera aucun cesse-le-feu avant la conférence constitutionnelle, convoquée le 10 septembre à Londres. — (A.F.P.)

Le conflit du Sahara occidental

L'ALGÉRIE DEMANDE A L'ONU D'EXIGER LE «RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES D'OCCUPATION MAROCAINES»

L'Algérie a appelé, jeudi 16 août, l'Organisation des Nations unies à «exiger toutes ses responsabilités» face à «l'occupation militaire» par le Maroc de la partie sud du Sahara occidental et à exiger «le retrait immédiat et total de toutes les troupes d'occupation marocaines de l'ensemble du territoire du Sahara occidental».

Cet appel est contenu dans un message adressé par le ministre algérien des affaires étrangères, M. Mohamed Benyahia, au secrétaire général de l'ONU. Le chef de la diplomatie algérienne estime qu'il est «répugnant et contraire aux conditions véritables» pour le retour véritable à la paix et pour la mise en œuvre effective des résolutions de l'ONU sur le problème de la décolonisation du Sahara occidental. Il déclare que «l'acte belliqueux du Maroc, avec répercussions les plus graves, intervient au lendemain de l'accord de paix conclu entre le gouvernement marocain et le Front Polisario, accord qui a été accueilli avec espoir et satisfaction par l'ensemble de la communauté internationale».

Selon le ministre algérien, «en écopant un prétendu droit de présentation pour entrer le territoire sud du Sahara occidental après s'être déjà, en 1975, substitué aux colonialistes par sa démarche et par ses méthodes, le Maroc renoue aujourd'hui avec des pratiques universellement condamnées, telle l'Anschlusz ou, plus proche de nous, l'annexion de la Namibie par l'Afrique du Sud ou encore la politique d'annexion et d'occupation des territoires arabes menés par Israël à coup d'agressions successives».

Simultanément, le secrétaire général du ministère algérien des affaires étrangères a convoqué les ambassadeurs à Alger des pays membres du Conseil de sécurité pour attirer leur attention sur l'extrême gravité de la situation. Dans un message au président libérien, M. William Tolbert, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, le président Chadli appelle les Etats africains à relever le «défi lancé par le Maroc à l'Afrique tout entière». Enfin, un communiqué publié jeudi soir à Alger à l'issue d'une réunion extraordinaire du bureau politique du F.L.N. adresse une mise en garde aux «aventuriers de Rabat».

● A Rabat, M. Boncetta, chef de la diplomatie marocaine, a déclaré jeudi devant la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants : «Les positions rapides et efficaces prises par le Maroc ont modifié toutes les données et placé le problème dans son véritable contexte, à savoir un conflit entre le Maroc et l'Algérie.» — (A.F.P., Reuters.)

lionalisme

ctionie à l'ENA

Asie

me Kormacac

Le conflit du Sahara occidental

L'ALGÉRIE DEMANDE A L'ONU D'EXIGER LE «RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES D'OCCUPATION MAROCAINES»

L'Algérie a appelé, jeudi 16 août, l'Organisation des Nations unies à «exiger toutes ses responsabilités» face à «l'occupation militaire» par le Maroc de la partie sud du Sahara occidental et à exiger «le retrait immédiat et total de toutes les troupes d'occupation marocaines de l'ensemble du territoire du Sahara occidental».

Cet appel est contenu dans un message adressé par le ministre algérien des affaires étrangères, M. Mohamed Benyahia, au secrétaire général de l'ONU. Le chef de la diplomatie algérienne estime qu'il est «répugnant et contraire aux conditions véritables» pour le retour véritable à la paix et pour la mise en œuvre effective des résolutions de l'ONU sur le problème de la décolonisation du Sahara occidental. Il déclare que «l'acte belliqueux du Maroc, avec répercussions les plus graves, intervient au lendemain de l'accord de paix conclu entre le gouvernement marocain et le Front Polisario, accord qui a été accueilli avec espoir et satisfaction par l'ensemble de la communauté internationale».

Selon le ministre algérien, «en écopant un prétendu droit de présentation pour entrer le territoire sud du Sahara occidental après s'être déjà, en 1975, substitué aux colonialistes par sa démarche et par ses méthodes, le Maroc renoue aujourd'hui avec des pratiques universellement condamnées, telle l'Anschlusz ou, plus proche de nous, l'annexion de la Namibie par l'Afrique du Sud ou encore la politique d'annexion et d'occupation des territoires arabes menés par Israël à coup d'agressions successives».

Simultanément, le secrétaire général du ministère algérien des affaires étrangères a convoqué les ambassadeurs à Alger des pays membres du Conseil de sécurité pour attirer leur attention sur l'extrême gravité de la situation. Dans un message au président libérien, M. William Tolbert, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, le président Chadli appelle les Etats africains à relever le «défi lancé par le Maroc à l'Afrique tout entière». Enfin, un communiqué publié jeudi soir à Alger à l'issue d'une réunion extraordinaire du bureau politique du F.L.N. adresse une mise en garde aux «aventuriers de Rabat».

● A Rabat, M. Boncetta, chef de la diplomatie marocaine, a déclaré jeudi devant la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants : «Les positions rapides et efficaces prises par le Maroc ont modifié toutes les données et placé le problème dans son véritable contexte, à savoir un conflit entre le Maroc et l'Algérie.» — (A.F.P., Reuters.)

051 071 1249

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La démission de M. Young ranime les divergences entre les communautés noire et juive

De notre correspondant

Washington. — Les remous causés par l'affaire Young, créent de nouvelles difficultés à M. Carter à un moment où celui-ci n'en avait guère besoin. Même ceux qui soutiennent la décision du président de se séparer de son ambassadeur à l'ONU — c'est le cas de la plupart des grands journaux et des congressistes les plus influents — estiment que cette décision survient trop tard et dans des conditions trop discutables pour être efficaces.

Une première difficulté provient de M. Young lui-même. Comme il était prévu, la perspective de sa libération a été utilisée par le département d'Etat pour la normalisation des relations avec le Vietnam, pour la levée de l'embargo contre Cuba, contre le nouveau missile MX et l'augmentation des dépenses militaires. Toutes choses qui vont directement à l'encontre de la politique officielle. Mais il y a plus gênant encore : M. Young, resté à son poste jusqu'à ce qu'on lui ait trouvé un successeur et que ce dernier ait été confirmé par le Sénat, c'est-à-dire jusqu'à la mi-septembre, a continué d'observer pendant tout ce temps la ligne définie par le Conseil de sécurité, qu'il préside de mois en mois.

Or, l'instance suprême de l'ONU reprend, le 23 août, l'examen de

la question palestinienne, celle-là même qui a précipité la chute de M. Young, et ce dernier n'a nullement modifié son point de vue à ce sujet. Comme on lui demandait, jeudi 16 août, au cours d'une conférence de presse, à New-York, s'il recevrait M. Tera, l'observateur de l'O.L.P., il a estimé qu'il serait « inconscient » de sa part, en tant que président du Conseil de sécurité, de refuser une rencontre avec quelqu'un qui vient de démissionner de son poste. Le secrétaire d'Etat a aussi répondu par la voix de son porte-parole, M. Reston, que le président du Conseil de sécurité n'est supposé avoir de contact qu'avec les Etats membres des Nations unies (l'O.L.P. n'étant pas un Etat s'en trouve donc exclu) ; il pourra, certes, au cours des débats, « donner la parole à l'O.L.P. conformément aux pratiques établies », mais le gouvernement américain « ne voit pas le besoin pour lui d'avoir d'autres rapports » avec cette organisation. Compte tenu de la personnalité de l'ambassadeur, cette assertion est beaucoup plus un vœu qu'une certitude.

Les remous sont encore plus profonds dans la politique intérieure américaine, surtout au sein de la communauté noire, dont les dirigeants ont tenu de nombreuses

réunions depuis mercredi. M. Young, qui est revenu à la Maison Blanche jeudi soir pour participer à une réunion prévue depuis longtemps sur la stratégie électorale, aura fort à faire pour convaincre, comme il l'a promis, ses « frères de couleur », de soutenir M. Carter l'an prochain.

De nombreux Noirs ont perçu la démission de M. Young comme le président a forcé M. Young à démissionner, comme l'a fait M. Vernon Jordan, président de l'Urban League, pourquoi aucun sanction n'a été prise contre M. Wolff, l'ambassadeur américain à Vienne, coupable, lui aussi, d'avoir eu des contacts avec l'O.L.P., mais qui se trouve être un Blanc. D'autres ont observé que M. Young a reçu l'ambassadeur du maroc, ce qui pose plus que jamais en figure de proue de toute la communauté noire. « Nous n'avons pas eu de symbole comme lui depuis Martin Luther King », a dit un pasteur de Washington. M. Carter pourrait tirer de cette situation certains bénéfices, mais cela dépendra de la conviction et de l'habileté avec lesquelles M. Young défendra son ancien patron.

Un dialogue dans l'impasse

Une autre conséquence importante est la faillite, pour la première fois, d'une manifestation officielle, celle-là même qui avait été organisée entre les communautés noire et juive, pour le 15 août, bien conscient de ce danger politique, tout en informant complètement son collègue israélien à l'ONU, M. Blum, de son entrevue avec M. Tera, lui avait demandé de ne pas ébruiter l'affaire, dans l'intérêt même d'Israël : « Je lui ai dit, a-t-il révisé à New-York, qu'un scandale à ce propos ne pourrait pas nuire à l'unité de la communauté juive ». Mais M. Young, qui a été élu à l'O.L.P., n'a eu aucun succès. C'est le gouvernement israélien qui a décidé d'en faire une affaire publique. Pourtant, M. Young, encore tenté de limiter les dégâts, mercredi soir, il téléphonait à plusieurs dirigeants et maires noirs pour leur proposer de demander de ne pas faire de son cas un sujet de litige entre Noirs et Juifs.

Cet effort n'a été que partiellement couronné de succès. M. Young, qui a tenu à la Conférence pour la direction chrétienne du sud (S.C.I.C.), l'organisation fondée par Martin Luther King, a conclu un dialogue avec les dirigeants noirs, mais il n'a pu empêcher M. Young de dire, mercredi soir, par ce qu'il a appelé « un mot à l'adresse des Juifs » : « Nous avons été attaqués par les Juifs, nous avons été humiliés de nos histoires, a-t-il dit. Vous avez traversé la mer Rouge, nous le Mississippi. Mais nous ne sommes pas des Juifs. Si vous maintenez votre amitié, nous devons nous attendre de parler aux Arabes, alors il faut reconnaître cette réalité. » M. Young, qui a posé la question des relations entre Israël et l'Afrique du Sud, a proposé une rencontre entre des représentants de la Communauté juive américaine et M. Tera, d'une part, M. Blum, d'autre part. Plus modérée, l'Association pour le progrès des gens de couleur (N.A.A.C.P.) tente de minimiser l'opposition entre Noirs et Israéliens, sans la nier tout de même : ses dirigeants vont tenir

une première réunion à Washington la semaine prochaine sur l'affaire Young, en général, puis une autre avec des représentants de la communauté juive.

Sans jamais s'interrompre, les Juifs et Noirs américains ont été alliés pendant de longues années, formant ensemble un solide pilier du parti démocrate et de son aile libérale. Mais leurs objectifs dans le combat pour les droits civiques ont rapidement divergé. Du côté noir la radicalisation introduite par le Black Power, à la fin des années 60, a pour résultat une attitude de scepticisme, puis d'hostilité envers l'aide que pouvaient apporter les blancs, Juifs ou non.

Les Israéliens, quant à eux, beaucoup plus favorisés sur le plan de la promotion sociale et de l'accès à l'école, ont vu d'un mauvais œil les programmes d'affirmation raciale visant à rendre obligatoire le recrutement parmi les minorités. Ainsi le fameux procès Backe portant sur un cas de discrimination raciale, a-t-il été vu comme une victoire pour les Juifs et Noirs dans des camps opposés. D'une manière générale, surtout depuis la guerre de six jours en 1967, la lutte pour la justice sociale a été vue comme une lutte pour la justice raciale, et les revendications d'ordre intérieur pour l'essentiel satisfaites.

L'Amérique des Noirs devant l'affaire Young n'en est pas moins embarrassante pour les Juifs américains. Aussi l'attitude qui semble dominer dans les milieux consistait à minimiser la « victoire » raciale, comme le déclarait au Washington Post le rabbin Schindler, ancien président de la Conférence des organisations juives. Celles-ci n'ont pas demandé la démission de M. Young, laquelle ne règle pas le problème fondamental. Ce problème est que la politique israélienne est que les Juifs américains ne peuvent pas se permettre d'être perçus comme des Juifs américains, les combattants qu'ils aient perdus chez ses compatriotes noirs.

MICHEL TATU.

Canada

La mort de John Diefenbaker ancien premier ministre

M. John Diefenbaker, premier ministre du Canada de 1957 à 1963, est mort le jeudi 16 août, à Ottawa, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Le gouvernement canadien a décidé qu'il aurait des funérailles nationales.

Né le 18 septembre 1895 dans un petit hameau de la province de l'Ontario où sa famille de souche allemande du côté paternel, écrivain du côté maternel, s'est installée au début du dix-neuvième siècle, John Diefenbaker était en réalité un homme de l'Ouest, plus précisément des Prairies. Or, dès 1903, son père avait obtenu un poste d'instituteur. Le fils exerça sa profession d'avocat pendant vingt ans (1919-1940) et fera toute sa carrière politique dans cette province du Saskatchewan qui, avec le concours de l'Alberta, lui permit d'obtenir en 1956 au poste de premier ministre. Il était depuis un an à la tête du parti conservateur.

Les débuts de la carrière politique de John Diefenbaker furent pourtant très marqués par des échecs qui s'expliquent en partie par la faiblesse du parti conservateur au Saskatchewan. A partir de 1940, le mouvement qui prendra en 1962 l'étiquette de Nouveau Parti démocratique (N.P.D.), y gagna toutes les élections locales. La lutte était trop inégale. John Diefenbaker se présente aux élections fédérales, qui, d'ailleurs, correspondent à une victoire de son adversaire, le N.P.D., n'est pas dans les autres provinces. Quand il s'agit d'élections fédérales, les fermiers du Saskatchewan préfèrent voter utile en donnant leurs voix aux conservateurs, dont la politique d'indépendance nationale a l'égard des Etats-Unis répond à leurs aspirations.

Entre 1940 et 1974, John Diefenbaker a été à douze reprises l'un des principaux porte-parole du Saskatchewan au Parlement fédéral. En 1957, il inaugure par un coup d'éclat sa carrière de leader du parti conservateur. Il finit à la tête du parti en 1957, mais il n'avait apporté aux Canadiens plus de confort que d'idéal. John Diefenbaker sembla en 1957, un dynamisme nouveau qui allait lui permettre l'année suivante, après la dissolution du Parlement, de consolider la victoire majoritaire (111 députés conservateurs contre 107 libéraux

sur un total de 265 députés), qui lui avait donné accès au pouvoir. La campagne électorale de 1958 confirme ses durs d'orienter. Le parti conservateur remporte, le 31 mars 1958, une victoire écrasante : majoritaire dans toutes les provinces sauf à Terre-Neuve. Il obtient 62 % des voix au Québec, qui votait traditionnellement libéral pour les élections fédérales.

Pourtant, il apparut très vite que l'homme d'Etat ne correspondait pas à l'image qu'avait projetée le candidat. Plus que son anti-américanisme affirmé, qui fut en grande partie à l'origine de sa défaite de 1963, c'est son incapacité à prendre des décisions rapides et son mépris pour le Québec qui caractérisèrent son passage aux affaires.

Les électeurs québécois ne furent guère récompensés du soutien qu'ils avaient apporté, à l'instigation de leur premier ministre, Maurice Duplessis, à un homme qui leur était complètement étranger et ne parlait pas un mot de français. John Diefenbaker fut toujours mal à l'aise dans cette province au cours de ses campagnes électorales. Il s'opposa systématiquement, après la mort de Maurice Duplessis, à l'avènement des libéraux au Québec, à toutes les demandes de la Belle Province. Battu en 1963, il accepta son successeur libéral, Lester Pearson, de céder à toutes les exigences du premier ministre du Québec, Jean Lesage, lui aussi membre du parti libéral. En 1967, l'ancien premier ministre conservateur perdit la présidence du parti conservateur. Il ne fut plus rien d'autre qu'un député du rang.

Le dernier combat de John Diefenbaker revêtit le personnage qu'il fut : il s'opposait farouchement à l'adoption par le Canada du drapeau à fond tricolore que les libéraux s'étaient fait pour la première fois en 1965. John Diefenbaker avait préféré un drapeau qui rappelle les liens avec la Grande-Bretagne, et toutes les valeurs traditionnelles qui y sont attachées.

B. G.

L'O.L.P. dénonce « la manifestation la plus abjecte du terrorisme idéologique » aux Etats-Unis

Après vingt-quatre heures de réflexion, l'O.L.P. a réagi avec véhémence à l'annonce de la manifestation du 15 août aux Etats-Unis. Un porte-parole de la « centrale » des fedayin a rendu un vibrant hommage à « l'attitude courageuse » de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU avant de dénoncer « la manifestation la plus abjecte du terrorisme idéologique et de l'oppression raciste et sociale » aux Etats-Unis. C'est ainsi, a-t-il ajouté, que « la démocratie et des actions honorables sont associées par le chantage ».

La plupart des journaux arabes soulignent la puissance du « lobby juif » aux Etats-Unis et estiment qu'il est désormais quasiment certain que Washington bloquera aux Nations unies toute résolution favorable à la cause palestinienne. Cependant, le grand quotidien libanais Al-Nahar écrit de quelques angles que l'on examine la situation des Etats-Unis ont admis, explicitement ou non, l'importance politique et diplomatique de l'O.L.P.

Sortant de sa réserve, la radio égyptienne a, le jeudi 16 août, accusé Israël d'ériger des obstacles sur la voie de la paix. Tous les milieux politiques du monde, sauf en Israël, a ajouté la radio, ont considéré que la rencontre de M. Young avec un représentant de l'O.L.P. était « fructueuse ». La radio a invité enfin l'opinion mondiale à prendre conscience de « l'intensification de la lutte ».

Le chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky a, pour sa part, déclaré à une chaîne de radio ouest-allemande que M. Young avait un représentant du « chantage » par tous les Etats européens. Il s'est déclaré persuadé que le peuple israélien, lui-même, était prêt à reconnaître

la « centrale » des fedayin, tout comme les Palestiniens seraient disposés à admettre le droit d'Israël à l'existence.

Dans une interview publiée par Die Presse, jeudi 16 août, le chancelier autrichien a été encore plus loin en se déclarant convaincu que « l'O.L.P. est prêt à reconnaître l'Etat d'Israël ». Il a ajouté que les dirigeants israéliens n'avaient « rien appris » s'ils s'imaginaient qu'ils « pourraient maintenir sous un contrôle policier un peuple dont la croissance est si rapide (...) ».

M. Kreisky a implicitement critiqué le président Carter pour avoir pris position contre la création d'un Etat palestinien indépendant.

A Washington, le département d'Etat américain a infligé jeudi un démenti à M. Moshe Dayan, qui avait déclaré, le 13 août dernier, que les Etats-Unis approuvaient la politique israélienne de raids contre les bases palestiniennes au Liban.

Tandis que toute la presse israélienne souligne, ce vendredi matin, la phase délicate que traversent les relations américano-israéliennes, M. Robert Strauss, ambassadeur itinérant des Etats-Unis, est arrivé à Tel-Aviv, afin de préparer la ressemblance des relations entre Israël et l'Afrique du Sud, a proposé une rencontre entre des représentants de la Communauté juive américaine et M. Tera, d'une part, M. Blum, d'autre part. Plus modérée, l'Association pour le progrès des gens de couleur (N.A.A.C.P.) tente de minimiser l'opposition entre Noirs et Israéliens, sans la nier tout de même : ses dirigeants vont tenir

El Salvador

HUIT PERSONNES SONT MASSACRÉES DANS LA CAPITALE

San Salvador (A.F.P., U.P.I.). — Des inconnus appartenant, croit-on, à un groupe d'extrême droite, ont tué, le jeudi 16 août, huit jeunes gens dans un atelier de réparation automobile de la capitale. Armés de mitrailleuses et de pistolets de fort calibre, ils ont aligné les personnes présentes et ont tiré. Des témoins ont indiqué que les autorités avaient trouvé de la littérature subversive dans cet atelier, mais les parents des victimes ont affirmé que leurs enfants ne faisaient qu'y travailler. Aucun groupe clandestin n'a revendiqué ces assassinats. Les autorités ont mis en cause l'Union des guerilleros blancs (U.G.B.), une organisation d'extrême droite. A quelques rues de là, trois cents étudiants manifestaient, à la même heure, contre la décision des autorités d'imposer le port de l'uniforme dans les écoles privées. Ils se sont rendus à la cathédrale, où occupés depuis deux semaines, quarante ouvriers d'entreprises en grève.

D'autre part, le général Romero, chef de l'Etat, a annoncé, le jeudi 16 août, que tous les exilés politiques seraient autorisés à rentrer, y compris son adversaire à la dernière élection présidentielle, le colonel Ernesto Chacón, qui avait dû s'enfuir au Costa-Rica en 1977.

ASIE

Cambodge

Le « procès » des Khmers rouges DES « AVOCATS » ACCABLANTS... POUR LEURS CLIENTS

Phnom-Penh (A.F.P.). — Les procès des Khmers rouges sont-ils des procès ? C'est la question que se posent les journalistes du monde entier. Le 16 août, Leng Sary « et autres » à Phnom-Penh, exprime les malaises ressentis par les rares observateurs étrangers présents aux travaux du tribunal populaire révolutionnaire.

Pourquoi, en effet, avoir tenté de le résumer comme un « procès » et non qu'un meeting très bien organisé destiné à éliminer une fois de plus les crimes du régime déchu. Les sept témoins qui se sont succédés mercredi après-midi ont tous relaté leur drame avec beaucoup de conviction et d'émotion, mais la facilité verbale avec laquelle ils s'exprimaient pendant parfois une demi-heure ne pouvait faire douter qu'ils avaient bien préparé leur sujet.

L'impresario a été la même au cours de la dernière audience : les témoins, dont la sincérité n'est pas en cause, avaient soigneusement répété leur texte avant de déposer. Cette mise en scène est d'autant plus inacceptable qu'il s'agit d'intervenir au hasard des Cambodgiens pour avoir la conviction que le génocide dépeint à l'ancien régime est bien une réalité.

Il y a pourtant une faille dans l'organisation : le président du tribunal a omis de faire prêter serment aux témoins. Quant aux avocats de la défense, assis à gauche de l'audience, un box de bois verni face à l'estrade où siège le tribunal, ils ne sont sortis de leur prudente réserve que pour inciter les témoins à décrire avec encore plus de détail les massacres, crimes et tortures qu'ils venaient de raconter.

La succession des rapports et témoignages doit se poursuivre jusqu'au 19 août, date à laquelle le président du tribunal, M. Keo Chanda, et ses dix assistants rendront leur verdict.

Laos

Selon un transfuge réfugié en Thaïlande UNE CENTAINE DE MEMBRES DU PARTI POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE AURAIENT ETE EXECUTES

Huit cents policiers vietnamiens auraient été envoyés dans les principales villes du Laos pour renforcer leur contrôle sur le pays et prévenir toute dissidence au sein du parti populaire révolutionnaire (P.P.R.L.) au pouvoir, a affirmé un officiel laotien qui s'est réfugié en Thaïlande. Ce transfuge, qui refuse de dire son nom, veut protéger sa famille restée derrière lui, était membre du P.P.R.L. depuis seize ans et occupait des fonctions d'importance moyenne ; il a fui — a-t-il dit — car il s'opposait à la machine vietnamienne, la machine susceptible d'empêcher le Pakistan de se doter de la bombe atomique. L'ambassadeur a toutefois appelé l'opposition des Etats-Unis à la décision d'Islamabad de se doter d'une usine d'enrichissement de l'uranium, qui a entraîné la rupture des programmes d'aide américains au Pakistan.

En dépit de ces assurances, Islamabad a disposé des missiles terre-air Crotale, de fabrication française, autour de ses installations nucléaires — laboratoire de recherche d'Islamabad et usine d'enrichissement de l'uranium de Kahuta. — a-t-on appris de sources informées dans la capitale pakistanaise. Des soldats pakistanais dans la région et des batteries antiaériennes ont été déployées.

Enfin, le représentant américain Lester Wolff, qui se trouve actuellement au Pakistan, a déclaré que les autorités d'Islamabad devraient autoriser une inspection de leurs centres nucléaires afin de fournir la preuve qu'elles ne sont pas en train de construire une bombe atomique. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

DIPLOMATIE

Pour s'opposer à l'armement nucléaire du Pakistan WASHINGTON S'INTERDIT DE RECOURIR « A LA FORCE OU A UN AUTRE MOYEN ILLÉGAL »

L'ambassadeur américain au Pakistan, M. Arthur Hammett, a transmis jeudi 16 août aux autorités d'Islamabad les « instructions » que les Etats-Unis n'avaient « aucunement l'intention d'utiliser la force ou un autre moyen illégal, tels qu'une intervention militaire, au Pakistan, ni d'encourager quiconque à le faire ». Cette mise au point fait suite à la publication par le New York Times d'informations selon lesquelles Washington envisageait une forme d'action susceptible d'empêcher le Pakistan de se doter de la bombe atomique. L'ambassadeur a toutefois appelé l'opposition des Etats-Unis à la décision d'Islamabad de se doter d'une usine d'enrichissement de l'uranium, qui a entraîné la rupture des programmes d'aide américains au Pakistan.

En dépit de ces assurances, Islamabad a disposé des missiles terre-air Crotale, de fabrication française, autour de ses installations nucléaires — laboratoire de recherche d'Islamabad et usine d'enrichissement de l'uranium de Kahuta. — a-t-on appris de sources informées dans la capitale pakistanaise. Des soldats pakistanais dans la région et des batteries antiaériennes ont été déployées.

Enfin, le représentant américain Lester Wolff, qui se trouve actuellement au Pakistan, a déclaré que les autorités d'Islamabad devraient autoriser une inspection de leurs centres nucléaires afin de fournir la preuve qu'elles ne sont pas en train de construire une bombe atomique. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

A TRAVERS LE MONDE

Chili

PLUSIEURS ORGANISATIONS DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CHILIEN signaient que deux personnes blessées le 5 août lors d'un affrontement avec la police à Santiago sous la surveillance de la police politique (C.N.I.) qui a remplacé l'ancienne DINA. Il s'agit d'un journaliste, M. Cesar Flores, et de Mme Ana Luisa Pena Illio, celle-ci grièvement blessée à la colonne vertébrale.

* Comité de solidarité avec le peuple chilien, 14, rue Nautouil, 75015 Paris.

Nicaragua

LE NICARAGUA va recevoir de la C.E.E. un aide de 6,1 millions de dollars en 1979, dont 2,6 millions de dollars d'aide alimentaire d'urgence et 3,5 millions de dollars d'aide à la reconstruction. Cette aide se prolongera en 1980 et atteindra 8,5 millions de dollars. La majeure partie (5,5 millions de dollars) sera réservée à l'aide d'urgence. 3 millions de dollars à la reconstruction. Ces décisions ont été annoncées jeudi 16 août par M. Maffredo Macioli, ambassadeur de la Communauté européenne à Caracas. — (A.F.P.)

Espagne

LE PARTI BASQUE Koordinadora Abertzale Sozialista (K.A.S.), proche de la branche militaire de l'organisation séparatiste ETA, prône l'abstention dans le référendum qui sera convoqué au Pays basque pour l'approbation populaire du statut d'autonomie, indique un communiqué du K.A.S. le jeudi 16 août. D'autre part, une personne a été assassinée jeudi soir à Bilbao. La victime, M. Antonio Lopez Carreras, soixante ans, était liée à des groupes d'extrême-droite. — (A.F.P.)

Portugal

UNE MOTION DE REJET DU PROGRAMME DE GOUVERNEMENT de Mme Maria de Lurdes Pintasilgo a été déposée le jeudi 16 août par le parti social démocrate (P.S.D.) et le Centre démocratique et social (C.D.S.). L'approbation d'une telle motion semble exclue : le P.S.D. et le C.D.S. sont, en effet, minoritaires au Parlement, où le P.C. et les dissidents du P.S.D. (association sociale démocratique indépendante) ont décidé de ne pas s'opposer à Mme Pintasilgo. — (Corres.)

Canada

La mort de John Diefenbaker ancien premier ministre

Le premier ministre John Diefenbaker est mort à l'âge de 88 ans, le 17 août 1979, à son domicile de la rue St-James à Ottawa. Il avait souffert d'une longue maladie, une leucémie, qui l'avait affaibli progressivement. Ses proches ont annoncé sa mort avec une certaine tristesse, mais dans une atmosphère de sérénité. John Diefenbaker avait été premier ministre du Canada de 1955 à 1963, succédant à Louis St-Laurent. Il était connu pour son caractère ferme et son engagement en faveur de la défense nationale. Sa mort marque la fin d'une ère importante de l'histoire canadienne.

Le Monde

SCIENCES

DU 20 AU 31 AOUT A VIENNE

Les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence des Nations unies sur la science et la technique

Lundi 20 août s'ouvre à Vienne la conférence des Nations unies sur la science et la technique. Cette conférence, organisée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), vise à promouvoir la coopération internationale dans le domaine scientifique et technique. Les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence, car ils ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique. La conférence se tiendra jusqu'au 31 août à Vienne, en Autriche.

En 1973, les dépenses de recherche et de développement des pays développés représentaient 71,1 % du total mondial (93,6 milliards de dollars pour les pays développés, contre 2,8 milliards pour les pays en développement). Les dépenses de recherche et de développement des pays en développement ont augmenté de 100 % entre 1973 et 1978, mais elles restent encore très faibles par rapport aux dépenses des pays développés. Les pays en développement ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique.

Les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence des Nations unies sur la science et la technique. Ils ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique. La conférence se tiendra jusqu'au 31 août à Vienne, en Autriche.

Le Monde

SCIENCES

DU 20 AU 31 AOUT A VIENNE

Les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence des Nations unies sur la science et la technique

Rien de révolutionnaire ne devrait sortir de cette conférence, activement préparée depuis près de trois ans dans toutes les régions du monde. On s'attendait à ce que la conférence des Nations unies sur la science et la technique, organisée par l'Unesco, apporte des décisions concrètes pour aider les pays en développement à développer leur secteur scientifique et technique. Cependant, les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence, car ils ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique.

En 1973, les dépenses de recherche et de développement des pays développés représentaient 71,1 % du total mondial (93,6 milliards de dollars pour les pays développés, contre 2,8 milliards pour les pays en développement). Les dépenses de recherche et de développement des pays en développement ont augmenté de 100 % entre 1973 et 1978, mais elles restent encore très faibles par rapport aux dépenses des pays développés. Les pays en développement ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique.

Les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence des Nations unies sur la science et la technique. Ils ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique. La conférence se tiendra jusqu'au 31 août à Vienne, en Autriche.

Les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence des Nations unies sur la science et la technique. Ils ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique. La conférence se tiendra jusqu'au 31 août à Vienne, en Autriche.

Les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence des Nations unies sur la science et la technique. Ils ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique. La conférence se tiendra jusqu'au 31 août à Vienne, en Autriche.

Les pays en développement attendent des décisions concrètes de la conférence des Nations unies sur la science et la technique. Ils ont besoin de l'aide internationale pour développer leur secteur scientifique et technique. La conférence se tiendra jusqu'au 31 août à Vienne, en Autriche.

Société

MÉDECINE

Le centre hospitalier de Boulogne-sur-Mer licencie alors que le nouvel hôpital ouvre dans deux mois

Lille. — L'annonce de cinquante-trois licenciements au centre hospitalier de Boulogne-sur-Mer provoque des réactions d'autant plus vives que dans moins de deux mois doit s'ouvrir le nouvel hôpital Fontenay (cinq cent cinquante lits) construit sur les collines qui dominent la ville. Or, pour faire fonctionner cet ensemble ultra-moderne, il faudrait, selon le conseil d'administration du centre hospitalier, créer trois cents emplois nouveaux. Les députés du secteur, MM. Dominique Duplet (P.S.) et Jean Barde (P.C.) viennent d'interpeller le ministre de la santé et le premier ministre.

Le maire de la ville, M. Guy Lengagne (P.S.) déplore pour sa part : « Ce qui se passe est inacceptable. Il a fallu quinze années de démarches pour obtenir ce centre hospitalier. Maintenant, on nous annonce que l'on va licencier des employés. C'est une situation qui est dérisoire. » Les suppressions d'emplois au vieux centre hospitalier Saint-Louis sont, selon les syndicats, motivées par des raisons budgétaires. Il semble que si cette situation se prolonge, c'est l'opération même du transfert de l'hôpital qui sera en cause. On attend les décisions du ministère de la santé et du ministère des finances qui, dit-on, bloquent les dossiers.

Après des sextuplés en 1976 UNE JEUNE NAPOLITAINE MET AU MONDE DES OCTUPLÉS

Naples (A.F.P.). — Une jeune femme de vingt-neuf ans, Mme Pasqualina Anzalone, a donné naissance à huit enfants prématurés, cinq filles et trois garçons, le 15 août. L'hôpital des incurables de Naples. Les poids des nouveau-nés s'échelonnent de 450 grammes à 1 kilo-gramme.

Les cas de naissances multiples sont devenus de plus en plus fréquents depuis l'introduction des traitements contre la stérilité, mais la naissance d'octuplés demeure, cependant, très rare. Depuis le début du siècle, cinq cas seulement ont été signalés. En 1971, une Australienne de Sydney avait mis au monde des nonuplés, qui étaient tous morts.

RELIGION

« NOUS VOULONS UNE ÉGLISE QUI AIT LE COURAGE D'ALLER CONTRE LES IDÉES REÇUES » déclare l'archevêque d'Aix-en-Provence

De notre correspondant

Le Puy. — Président, au Puy, les fêtes de l'Assomption, Mgr Bernard Panafieu, archevêque d'Aix-en-Provence, a insisté sur la nécessité pour l'Église de défendre les droits de l'homme et de lutter contre la misère dans le monde et, surtout, dans notre propre pays, où la situation économique est particulièrement difficile. Mgr Panafieu a poursuivi : « Les Églises qui ne seraient pas prêtes à se battre pour la défense de ses droits et de sa liberté, pour sa promotion personnelle et collective, pour l'élevation de son niveau de vie, de son niveau culturel, pour des conditions de vie normales, n'auraient aucune chance d'être entendues. Nous ne voulons pas d'une Église politicienne qui se contente de voter des lois et de signer des décrets, mais d'une Église qui a le courage d'aller contre les idées reçues. »

Mgr FRANÇOIS FAVREAU EST NOMMÉ EVÊQUE DE LA ROCHELLE ET DE SAINTES

Jean-Paul II a accepté la démission de Mgr Félix-Marie Verdet, évêque de La Rochelle et de Saintes (Charente-Maritime), qui vient d'atteindre l'âge de soixante-cinq ans. Mgr François Favreau, évêque coadjuteur de La Rochelle, lui succède de droit à la tête du diocèse.

Le Monde

BIBLIOGRAPHIE

LE DEUXIÈME TOME DES «NOTABLES»

Les «Chimères généalogiques»

Voici le deuxième volet de la lutte (aimable mais, chirurgicale) que mène le Dr Michel Dugast Rouillé contre ce que l'abbé de Choisy, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de Louis XIV*, appelait déjà les «chimères généalogiques» (1). En d'autres termes, cette éternelle et universelle maladie qui consiste, quand on est né Dupont, à se prétendre du Pont, l'âge venu, et tenter parfois, suprême vanité, de se rattacher à des personnages fameux, dénommés ancêtres pour la circonstance. Le travers est de tout temps, même si l'ancêtre prétendu est mort sans postérité, selon un cas passablement célèbre de nos jours et sur cette terre.

Une fois de plus, avec ce livre, les *Notables* ou la «seconde noblesse», quatrième du Dr Dugast Rouillé sur ce thème, il est fait justice de ces généalogies de pacotille, à l'usage des laquais et des saute-russes, qui sentent leur faux comme une genéalogisme à l'échelle qu'elle en devient douteuse.

Que n'en voit-on pas, à journées faites, parsemant les annuaires (des grandes écoles ou des P.T.T.) de ces noms qui se «classent» en conclusions notables : de ces accumulations particulières, fondées de surcroît sur l'idée fautive que le «de» est une préposition nécessaire et suffisante pour appartenir au deuxième ordre — le premier

étant le clergé ; le troisième, plus connu sous le nom de tiers-état, rassemblant la plupart d'entre nous, et d'entre «eux» la noblesse immémoriale (au fond, la seule vraie) ne s'embarrassant pas de ces «de»-des «à» et voulant pour titre sa seule valeur ou ses seuls mérites souverains gommés par le temps.

Tout comme est fautive la légende selon laquelle le blason serait un privilège (et accessoirement une preuve) de noblesse. Nombre de bourgeois en possession d'un blason (et des vilaines encore aujourd'hui) qui ne prétendaient pas à la noblesse, même s'ils y aspiraient.

Cet ouvrage comme le précédent (*Le Monde* du 24-25 septembre 1978) est à consulter comme un livre des vanités, afin d'y constater que nulle classe n'échappe aux mirages de la considération de verroterie et que le mauvais exemple sourd de partout. En sera-t-on réduit un jour, tant persévère le mal sous la République, à revendiquer une «roture prouvée», comme d'autres s'échinent à «prouver» leur «noblesse» ?

Le Monde

des loisirs
et du tourisme

LES ASTUCES DU PROMOTEUR

GRANDE SÉRIE, PETITS PRIX

Il y a, comme ça, des « phénomènes ». Des « hommes-phénomènes », s'entend. Comme il existe le roi de l'hébergement, le roi de la cuisine diététique, le roi de la résidence secondaire et de l'immobilier de vacances. Son nom court sur les ondes, emplit les journaux. Ses « programmes » sont devenus une référence qu'on cite ou une menace contre laquelle il faut se protéger. Il s'agit de Merlin.

Alors habileur vous-même M. Merlin ? Votre entreprise — soixante-dix salariés, une sorte de grande famille — n'a-t-elle pas réalisé vingt-cinq mille logements en dix ans ? « Rien qu'à Merlin-Plage en Vendée, je loge douze mille à treize mille personnes, et à ceux qui disent que je démonte le littoral je réponds trois choses : d'abord je ne suis pas tout seul sur le littoral ou en montagne ; ensuite je ne fais que ce que les maîtres m'autorisent à faire et, croyez-moi, ils ne sont pas tous fous. Et puis l'épouseur des murs, l'habitat ? Je suis au-dessus des normes : et des contrôles, j'en ai à tout bout de champ. »

maint les gens ne seraient plus qui je suis ». En permis de construire et en réserves foncières, Merlin a aujourd'hui devant lui l'équivalent de quinze mille logements d'avance, soit, au rythme actuel de deux mille ventes par an environ, six ou sept années de chiffre d'affaires en stocks. Réserves de terrains qui ont été acquises grâce au concours qui n'a jamais fait défaut de la banque Le Henin, un groupe, qui sait mieux que quiconque ausculter le marché immobilier.

— Je retiens les espaces trois ans à l'avance : alors comparez que les radios et les journaux me fassent des conditions. »

Guy Merlin est prolix, imaginaire, incoercible tant que la conversation reste sur le terrain prosaïque des bilans, de la clientèle, de la conjoncture. Mais quand on l'oriente vers le débat d'idées, le phénomène de la grande frénésie des loisirs, ses causes et ses manifestations, M. Merlin reste étonnamment vague, inintéressant. « Pourquoi les gens achètent Merlin ? Je vous le dis. Nous remboursés leurs arriérés aux acheteurs qui, l'espace d'un jour ont rêvé d'être propriétaires et qui, le lendemain, se ravisent et se disent qu'ils ont fait une imprudence. Si l'on voulait, rien qu'en dédit, on pourrait ramasser 15 millions de francs par an. Au contraire, nos clients nous écrivent pour nous remercier. Je vous ouvre toute notre correspondance si vous voulez. »

« Quand on fait une politique de réserve foncière au bon moment, le coût relatif des ter-

« Le littoral, c'est fini »

M. Guy Merlin songe à décrocher, à passer progressivement la main à son fils Bernard et à l'équipe des jeunes. « La cloison des loisirs aller leur de mander ce que c'est ! Ce que je suis, moi, c'est que le littoral, c'est fini. A Lorient, sur la côte du Languedoc, il y a plus de promoteurs au coude à coude que de marchands de tissus rue de Rivoli. Entre Trouville et Cabourg, il existerait plus de deux mille appartements à vendre. Je n'ai plus besoin de solliciter ici ou là l'octroi de permis de construire, car tous les jours, j'ai des confrères qui me prient de reprendre leurs programmes. »

La Vendée, la côte normande, l'Aquitaine demain, les Landes après-demain, il faudra mettre une voix dessus. Se lance en Bretagne ? « Vous n'y pensez pas, c'est un pays auquel il ne faut pas toucher. Je pourrais être une cible facile pour les autonomistes », raconte M. Merlin qui aime passer ses vacances à Cannes, dans son appartement sur la Croisette.

Alors, la montagne ? « C'est encore un bon placement. Nous avons vendu huit cents appartements en dix mois à Propoulet-Les-Sept-Laux, au pied des pistes de ski. » Cinq mille logements sont en chantier dans les Alpes et les Pyrénées.

Reste le tourisme intérieur, la moyenne montagne et aussi les villes, pourquoi pas, puisque,

d'après les statistiques, dans cinq ans, 80 % des Français seront des citadins. « Nous prospectons en Auvergne où l'on voudrait proposer des petites maisons pour week-end ou petites vacances, avec un bout de terrain et un peu de bois, pour cent cinquante mille ou cent cinquante mille francs. »

Mais c'est surtout sur un projet de maison de quatre pièces (80-100 m²) avec jardin de 300 m², et qui ne serait pas vendue plus de deux cent cinquante mille francs dans les environs des grandes villes, auquel réfléchissent les architectes et les financiers de Merlin. Le « filon » peut être bon quand on sait que chez M. d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, et à la DATAR, les experts préparent pour la rentrée un vaste plan de réhabilitation des banlieues.

« Mais attention », avertit M. Merlin, ma politique est simple. Quand je prospecte dans une commune, si je m'entends avec le maire je suis prêt à payer beaucoup de choses, la voirie, des parcs de loisirs, des équipements. Mais je veux être seul. Pas de concurrent dans mon sillage. »

M. Merlin offre ainsi le soleil à tous les Français qui le veulent, mais gare aux « confrères » qui viendraient s'interposer entre lui et son soleil.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Ceux qui font vos vacances

« Ceux qui font vos vacances », c'est-à-dire ceux qui les préparent, qui les organisent, les « contrôlent ». Durant cet été, chaque vendredi, nous publions des enquêtes sur les grands sujets de préoccupation des Français en congé.

La semaine dernière, le camping. Aujourd'hui, l'immobilier, la « semaine prochaine, les stations.

LES CONTRAINTES DE L'ARCHITECTE

Au centimètre carré près

ENTRELAÇER le béton et le fer, harmoniser les bilans financiers et les loisirs, telles sont les gages que les architectes doivent soutenir lorsqu'ils conçoivent les habitations des vacances. Certains tentent le pari de l'architecture massive et fière dans les stations de montagne de la dernière génération où sur la côte languedocienne. D'autres commencent à préférer le pastiche, la lauze et la tuile rouge, autrement dit l'humilité et la prudence. En cela, l'architecture des loisirs n'évolue pas différemment de l'architecture quotidienne. Les mêmes modes et les mêmes dégoûts y sont perceptibles. Pourtant, on n'hésite pas de la même façon un appartement à Palavas-les-Flots et un appartement à Massy ; on ne demande pas les mêmes prestations à un chalet chamornard et à un pavillon banlieusard. L'environnement, le coût de l'habitation et les désirs de ses occupants ne peuvent être identiques.

« L'architecture de loisirs est un dépassement, affirme M. Michel Bezançon, architecte de La Plagne, de Valmorel et de Montchavin, en Savoie. La villa d'Hadrien est d'inspiration égyptienne. Le Petit Trianon est napoléonien, d'un désir d'autre chose. On peut se dépasser dans l'avenir. Par exemple, La Plagne a été conçue de façon moderniste pour des acheteurs du système d'investissement parisien, quartier ancien, parce qu'il y avait, j'en ai, pour eux, c'était une architecture plus future. Le dépassement prend aussi la forme du passé et de la tradition. Ainsi, la nouvelle clientèle des stations de sports d'hiver est-elle moins formelle. Elle est dans de grands ensembles. Elle demande, en vacances, de la tradition telle qu'on la trouve en Autriche ou en Suisse. Elle aime les vieux chalets et se tourne plus volontiers vers nos ensembles de Montchavin et de Valmorel. »

Exotisme, donc, et pour tous les goûts. Toutefois une constante se retrouve, à la mer et à la montagne, dans les immen-

bles qui limitent ceux de nos grands-pères comme dans ceux qui jouent les cathédrales : la cellule d'habitation se rétrécit autour de ses occupants. 35, 28, 24, 18 mètres carrés enferment la liberté dans des volumes de plus en plus chichement mesurés.

« Ce rétrécissement a été provoqué d'abord par la nécessité où se sont trouvés les promoteurs des stations alpines de prévoir un nombre de lits susceptibles d'assurer les chiffres d'affaires prévus », explique M. Bezançon. Il fallait aussi que le prix de « l'appartement reste accessible au moment où le prix du mètre carré varie en montagne entre 7 000 et 12 000 F. »

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 8.)

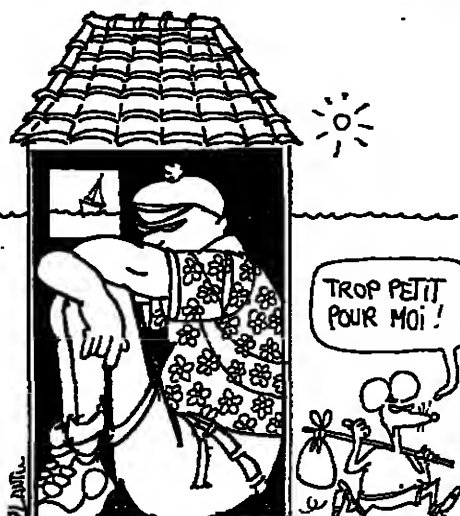
SARCELLES-LES-FLOTS

«...Mais, ici, on respire»

« LA DEADVILLASSE », « Super-Deauville », « Villers 2000 », « Les Portes de la mer », « Plein Sud ». Tout au long de la côte fleurie, elles se suivent à se toucher, ces résidences pour Parisiens en mal de bord de mer. À côté de cette nouvelle « muraille de Normandie » le mur de l'Atlantique était une passerelle et les blockhaus des points plantés sur une longue ligne de dunes. Les promoteurs, eux, ne laissent guère subsister d'espace libre en front de mer. Les deux tiers des 110 kilomètres de côte du Calvados, d'Honfleur au bas du Cotentin, sont urbanisés. Tant et si bien qu'il est administrativement impossible de quelques hectares qu'ils ont réussi à arracher à la voracité des constructeurs. Oh ! Entre Touques et Dives, il n'y en a guère, sauf dans les endroits difficilement constructibles, comme les falaises des Vaches-Noires, à côté d'Houlgate. Sont définitivement protégés les marais de Blonville, qui

permettent que la route ne soit pas un simple boulevard bordé d'immeubles de Deauville à Palavas-sur-Mer et les hauteurs du mont Canisy, dont les abords ont été bien « mités » ces dernières

de Cabourg bordée par les villas cosmiques et faussement normandes du dix-neuvième siècle. Nos arrière-grand-mères arpentaient déjà les planches de Deauville avec, comme arrière-plan, le



(Dessin de PLANTU.)

années par la prolifération de constructions de grand standing. Cette colline dominant la reine des plages échappe ainsi à une urbanisation totale.

« Les bâtisseurs d'aujourd'hui ne sont pas des prédateurs. Proust se promenant déjà sur la digue

Normandie et de la villa romaine. La Côte de Nacre, de l'autre côté de l'embouchure de l'Orne, ne fut pas plus épargnée. Lion, Luc, Saint-Aubin, connaissent, elles aussi, leurs rangées de villas et d'hôtels les pieds dans le sable.

Cabourg a du plomb dans l'aile

La démocratisation des loisirs, l'élévation du niveau de vie ont amené le plus grand nombre à vouloir profiter des privilèges de quelques-uns. C'est au début des années 70 que le phénomène a vu le jour. En 1971, il n'y a eu encore de construit dans le Calvados que deux cent cinquante treize résidences secondaires en collectif, pour cent trente en individuel. Le nombre a fait plus que doubler l'année suivante, la construction d'H.I.M. pour vacanciers culminant en 1975 : mille huit cent douze, pour redescendre, la crise aidant, en 1977, à mille quatre-vingt-quinze. Par contre, la même année, les résidences individuelles redémarrant (quatre cent quarante-neuf, soit le double des années passées). Le lotissement est à la mode. Chacun veut pouvoir tendre sa pelouse ou comme à Port-Deauville, la seule marina dans la région, avoir son bateau au pied de sa maison. Résultat : depuis 1960, le nombre des résidences secondaires a doublé dans les vingt-trois communes côtières du Calvados.

Pour un projet aussi fou que la ZAC nautique de Cabourg,

avec ses deux mille logements et sa piscine russe, qui a du plomb dans l'aile depuis la mort de Bruno Coquatrix, maire de Cabourg, pour un permis de construire refusé à Merville-Franceville, plage familière des bords de l'Orne, que de combats perdus par les défenseurs de l'environnement et par ceux qui, arrivés les premiers, voulaient conserver leur tranquillité !

Deux hommes symbolisent cette époque qui n'est pas encore révolue : Guy Merlin, l'« inventeur » de la résidence secondaire pour tous, et Jacques Riboulet, qui, après avoir été à l'école du « maître », lui livre une concurrence sans merci.

Les deux « frères de la côte » se suivent sans se ressembler. Sur le terrain, ils se marquent. Souvent, leurs résidences voisinent, voire se touchent. Les « Portes de la mer » de Merlin font de l'ombre au « Plein Soleil » de Riboulet. Leurs constructions sont aussi différentes que leurs physiques.

THIERRY BRÉHIER.

(Lire la suite page 8.)

FAITS ET JUGEMENTS

« L'architecture de loisirs est un dépassement, affirme M. Michel Bezançon, architecte de La Plagne, de Valmorel et de Montchavin, en Savoie. La villa d'Hadrien est d'inspiration égyptienne. Le Petit Trianon est napoléonien, d'un désir d'autre chose. On peut se dépasser dans l'avenir. Par exemple, La Plagne a été conçue de façon moderniste pour des acheteurs du système d'investissement parisien, quartier ancien, parce qu'il y avait, j'en ai, pour eux, c'était une architecture plus future. Le dépassement prend aussi la forme du passé et de la tradition. Ainsi, la nouvelle clientèle des stations de sports d'hiver est-elle moins formelle. Elle est dans de grands ensembles. Elle demande, en vacances, de la tradition telle qu'on la trouve en Autriche ou en Suisse. Elle aime les vieux chalets et se tourne plus volontiers vers nos ensembles de Montchavin et de Valmorel. »

Safaris-Photo de la Vanoise

Découvrez les parcs nationaux, leur faune, leur flore, leurs plantes médicinales, leur avifaune, leurs traditions alpines avec CLUB IMAGES ET CONNAISSANCE DE LA MONTAGNE

Au libre choix de chacun 10 à 15 sorties quotidiennes dirigées par des spécialistes : guides de montagne, ornithologues, photographes, botanistes, etc. Essais gratuits de matériel photo et optique, initiation et perfectionnement, laboratoires photo, projections. Refuges privés.

calendrier	tarifs avec hébergement
Stage 1 : du 24.06 au 30.06	Catégorie A (3 étoiles)
Stage 2 : du 1.07 au 7.07	5 jours 13 jours
Stage 3 : du 8.07 au 14.07	single A2 1390
Stage 4 : du 15.07 au 21.07	single A1 1210
Stage 5 : du 22.07 au 28.07	single A2 2780
Stage 6 : du 29.07 au 4.08	single A1 2480
Stage 7 : du 5.08 au 11.08	Catégorie B (2 étoiles)
Stage 8 : du 12.08 au 18.08	6 jours 13 jours
Stage 9 : du 19.08 au 25.08	single B1 1270
Stage 10 : du 26.08 au 1.09	single B2 1090
Stage 11 : du 2.09 au 8.09	single B1 2540
	single B2 2180
	sans hébergement
	500 1000

Renseignements et inscriptions : Images et connaissance de la montagne R.P. 47 - 73150 VAL-D'ISÈRE - Tél. : (79) 06.00.03

En septembre une approche plus facile de la faune

la
TUNISIE
CEUR DE LA MEDITERRANEE

Parlez-en à ceux qui la connaissent bien

Nous y sommes nés nous vous y invitons et vous proposons des formules de vacances de printemps et d'été préparées par des gens du pays

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à
TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296.02.25 et 296.14.23
Nom
Adresse
ou adressez-vous à votre agence de voyages.

«...Mais, ici, on respire»

(Suite de la page 7.)

Les immeubles de Guy Merlin sont massifs, sans vain souci d'esthétique. Les garages du rez-de-chaussée donnent une impression d'entrepôt. Une bonne couche de peinture sur le béton lui suffit pour la décoration. Jacques Ribourel veut construire « beau ». Pour les bois apparents sur les murs extérieurs, talus gazonnés pour cacher les garages. Il n'hésite pas à employer pierre et tuile du pays ni même à démonter entièrement quelques granges du Pays d'Auge pour donner plus d'authenticité à ses ensembles de grand luxe des hauts de Deauville.

Les noms des programmes sont évocateurs : « La Vallée », à l'aise, espère un port qui n'existe pas ; « Le Sporting », des terrains de sports... à créer. Les prospectus évoquent tous les plaisirs possibles ; le ciel de Normandie y est toujours d'un bleu éclatant à rendre jalouse la Côte d'Azur ; l'herbe grasse et verte, des journées de tennis se promettent, ramassées sous le bras comme si les courts n'étaient pas partout pris d'assaut. Une discrète mention prévient les yeux avertis :

« Dessin approximatif des immeubles et de l'environnement. » O combien approximatif ! Dans la réalité, les arbres ne sont qu'arbrisseaux, les massifs de fleurs réduits à leur plus simple expression et l'horizon bouché par une autre résidence.

Pourtant, ils se plaisent ces « nouveaux » résidents secondaires. « Plein sud », une « merlinade » de Cabourg, quatre cent quatre-vingt-quatre logements autour d'un moderne blockhaus qui s'élève haut devant les fenêtres pour parquer les voitures. La peinture s'écaille déjà. Ils ont payé, l'an dernier, 8,5 millions d'anciens francs leur deux-pièces. Lui est peintre en bâtiment ; elle

est concierge. Avec leur fille de six ans, ils habitent dans la loge, à la Muette, à deux pas du bois de Boulogne, un des quartiers les plus recherchés de Paris. Mais là-bas ils sont au service des autres. Alors, tous les week-ends ils s'échappent pour venir « chez eux », dans un vilain « Sarcelles », dans un vilain « Sarcelles », dans un vilain « Sarcelles », dit-elle. Et puis il y a la mer... La mer, pour l'atteindre il faut emprunter, sur près de 10 kilomètres, une vitrine rouge bordée de résidences de tous styles, depuis le béton qui jusqu'au nord-nord-est, en passant par le moderne normand, le plus douteux. « Seulement, attention ! s'exclame le mari, les vacances on les passe chez moi, en Auvergne. »

Qu'ils sont tristes ces villages !

Ce couple de rentiers qui a acheté chez Ribourel, à Villiers-sur-Mer, lui aussi ne vient que les fins de semaine. En 1973, ils ont payé les deux-pièces 8 millions d'anciens francs, compris le box pour la voiture. Il y a eu volonté de faire coexister. Les murs du hall de l'immeuble sont tendus de moquette. Comme tous les jours chez ce promoteur, la cul-

sine est bien séparée des pièces d'habitation. Assise dans une bergère, caressant un beau chat persan, la femme explique : « Mon mari était menuisier, nous habitions une grande propriété en pleine campagne, dans les Yvelines. » Seulement, pour changer de cadre, il voulait être au bord de la mer. Alors ils ont cherché et bien vite ils se sont décidés. « On ne regrette pas », disent-ils en chœur. Simplement, en pleine saison, il y a trop de monde. Ils restent chez eux, au calme, et ils louent l'appartement : près de 3 000 F pour le mois d'août.

Pourtant, qu'ils sont tristes ces « nouveaux » villages les fins de semaine pluvieuses de l'avant ou de l'arrière-saison ! Voies hautes, ruelles étroites, tout est mort. Même les rares boutiques des quelques galeries marchandes. A Cabourg, les opposants à la politique municipale de constructions tous assés, ont fait les comptes : le 13 juillet 1977, seuls 14 % des appartements de ces résidences secondaires étaient occupés. Alors faut-il tant construire pour une si faible occupation ? Les « aménageurs » à l'arrière-boutique d'autres formes de loisirs et d'occupation du terrain. Seulement il y a les habitudes et l'amour bien français de la « pierre », même si c'est du mauvais béton. Aussi les promoteurs continuent-ils à chercher le « bon » emplacement. Ils s'enfoncent dans les terres. Ils savent bien qu'il n'est plus possible de construire sur l'eau. Pour la Côte Fleurie, il y a plus rien à faire. Elle est devenue un grand boulevard parisien. Un de plus.

THIERRY BREHIER.

Au centimètre carré près

(Suite de la page 7.)

En vivant eux-mêmes dans les appartements nés de leurs calculs, avec l'aide des critiques des locataires et d'enquêtes plus scientifiques, les créateurs sont arrivés à miniaturiser l'espace. Ils ont joué des cloisons coulissantes. Ils ont distingué des zones de jour et d'autres de nuit.

Astucieux en tout genre, 34 mètres carrés : un séjour avec trois « plans de couchage », un coin salle à manger, une cuisine équipée, un sanitaire avec toilettes séparées, une baignoire qui ne coûte pas plus cher qu'une douche, une partie « nuit ». De cinq à sept personnes.

« Dans les appartements destinés à la location, nous plaçons les meubles qu'il faut aux endroits prévus. Les lits ont des dimensions de 80 cm sur 190 cm. Certes, les Hollandais ou les Allemands, qui sont soucieux d'un fort gabarit, se trouvent un peu à l'étroit, mais tout est tellement juste ! A deux centimètres près. Les copropriétaires rencontrent des problèmes parce qu'ils placent des lits superposés devant les fenêtres ou qu'ils tiennent à apporter une armoire familiale. Dans ces cas, les fenêtres ne s'ouvrent plus ou la circulation devient impossible. Nous sommes en train de concevoir un type d'appartement adapté à la mer, où le climat est différent. On peut imaginer une véritable pièce extérieure, mais les principes restent inchangés. »

Selon M. Beaupré, l'avenir de l'immobilier de loisir ne passe pas par la promotion immobilière. « Celle-ci n'est pas sérieuse. Elle construit, vend et s'en va en laissant derrière elle des ensembles sans vie. Les opérations purement immobilières détruisent les loisirs, car il ne suffit pas de donner aux vacanciers un endroit où dormir. Dans le domaine de la résidence principale, on a cru bon, dans les années 60, de faire du quantitatif. Nous n'avons pas à adapter le même comportement dans le domaine de la résidence de loisir où la qualité prime. »

L'architecte se change en urbaniste. Il pense aux accès routiers, au forum et aux salles où, par exemple, l'artisanat pourra prendre vie. Il se fait ménager et place four et lave-vaisselle dans les logements. Il est gestionnaire et commence à agrandir la taille de ses appartements parce que ceux-ci doivent servir deux saisons. « On peut supporter une semaine de camping » en dur » à Mardi gras. Quand le séjour estival s'étend sur trois semaines, les occupants ont besoin d'espace. Le coin repas devient distinct et la cuisine bénéficie de la lumière du jour.

Comment évoluera l'immobilier de loisir ? « Au niveau de l'appartement, nous nous contenterons de perfectionner l'organisation de l'espace. La demande, elle, est en train de se tourner vers une vie collective plus intense. Ce qui veut dire de l'animation, des salles polyvalentes et des services publics. » Seul inconvénient de cette architecture et de cet urbanisme de qualité : il coûte cher. « Nous pensons que cette évolution recouvrera les exigences des consommateurs. »

ALAIN FAUJAS.

Hippisme

Vingt entraîneurs mécontents

Le mécontentement gronde à Maisons-Laffitte. Vingt entraîneurs viennent d'adresser une lettre de protestation aux présidents des trois grandes sociétés de plat. Selon eux, leurs chevaux ont de plus en plus de mal à glaner leur avoine dans les handicaps, catégorie de courses où, naguère, ils la gagnaient. Ils sont trop lourdement chargés par rapport à ceux de Chantilly. Il y aurait, littéralement, non pas deux mesures mais, du moins, deux poids : un poids de faveur pour les chevaux entraînés à Chantilly ; un poids de déviation pour les autres.

Ce n'est pas la première fois que Maisons-Laffitte glisse un regard soupçonneux vers l'autre grand centre d'entraînement. Celui-ci est plus proche du pouvoir (hippique) puisqu'il relève directement de la Société d'encouragement. Les liens qui se sont tissés, ces dernières années, entre un groupe de propriétaires et d'entraîneurs qui y a ses activités et des dirigeants de la Société d'encouragement ont encore avivé l'apriorisme de suspicion. Mais, dans le cas présent, celle-ci est-elle justifiée ?

Nous nous sommes penchés attentivement sur les résultats des handicaps courus depuis le début de l'année. En mars, les chevaux de Maisons-Laffitte en gagnant 19 sur 51, soit 37 %. Score parfaitement normal, même flateur puisqu'il est supérieur au pourcentage des effectifs (environ un tiers pour Maisons-Laffitte) et deux tiers pour Chantilly. En avril, chute : sur 47 handicaps, Maisons-Laffitte n'en gagne plus que 11 : 23 %. En mai, 18 victoires sur 71 : 25 %. En juin, 15 sur 58 : 26 %. En juillet, catastrophe : 6 sur 57, soit 10,5 % ; du 1^{er} au 13 août, sans compter Vichy, 3 sur 18 : 16 %.

Première constatation : à part un palier en juin et une amorce de redressement début août, la courbe des victoires des chevaux de Maisons-Laffitte dans des handicaps est, en effet, déclinante. Mais l'« époque » où apparaît le déclin fin mars ne suggère-t-elle pas une explication ? C'est à ce moment qu'est entrée en fonction ainsi que l'a alors annoncé le président de la Société d'encouragement, une « commission des valeurs ».

Plus assez de chevaux médiocres

Jusque-là, chacune des trois grandes sociétés (Longchamp-Chantilly-Deauville ; Saint-Cloud-Maisons-Laffitte-Clairfontaine ; Evry-Vichy) avait la totale maîtrise de ses handicaps. Ses handicapeurs (ils sont trois par société) attribuaient aux chevaux engagés dans ses courses des poids ne tenant pas compte de ceux qui avaient été fixés par leurs homologues des autres sociétés pour leurs propres épreuves.

Dans un souci de logique et de rigueur on voulait unifier les appréciations, faire en sorte que, par exemple, à niveau de handicaps égal, un cheval reçoit le même poids à Saint-Cloud qu'à Chantilly. La commission des valeurs, réunissant un handicapeur de chacune des trois sociétés, fut chargée d'établir une échelle unique s'imposant aux trois sociétés. De là, probablement, naquit le problème. On peut imaginer — et certains dirigeants ont commencé à le faire avant nous — que, pour avoir des concurrents de la meilleure qualité possible dans les handicaps, la commission des valeurs favorisât quelque peu les chevaux du haut de l'échelle. Il y eut tassement par le haut, au détriment des sujets plus modestes, lesquels, en plat, relèvent le plus souvent du centre d'entraînement de Maisons-Laffitte (avantage spécialité en obsolescence). Dans l'ancienne pluralité des handicaps théoriques, ces chevaux de second plan finissaient, en l'ouvrant, par trouver course à leur pied — panton : à leur sabot. Face à l'échelle unique, ils n'eurent plus de recours.

On pourrait philosopher sur cette situation : un souci de logique a abouti à compromettre l'équilibre de tout un système. Car, que les sans-grade gagnent leur avoine est nécessaire à cet équilibre. Aux courses plus que dans toute autre compétition, les sujets de second plan sont indispensables aux vedettes. D'abord, il n'y a de bons chevaux que par référence à de moins bons. Que les

moins bons abandonnent et il n'y a plus de bons : il ne reste que des chevaux jûts, courts. Mais, surtout, ce sont les seconds plans qui assurent la recette publique la masse des enjeux se révèle toujours fonction du nombre des partants et qu'ils représentent ce nombre. Plus assez de chevaux médiocres, et les autres — qui ne peuvent déjà plus prouver qu'ils sont bons — sont en outre menacés dans leur pécunier.

Faudra-t-il, pour les sauver, revenir aux illégalités et aux errements des échelles de valeurs multiples ?

Un qui n'a cure de ces problèmes, c'est Irish River. Avec le prix Le Marois, le 2, dimanche, ajout d'un nouveau fleuron à une couronne que, jusque-là, personne ne lui disputait jusqu'à 1 600 mètres. Pourtant, un prétendant, précisément, est apparu : Bell's Pha lui a contesté la victoire à une encablure seulement de distance. La courbe du champion serait-elle, elle aussi, déclinante ?

LOUIS DÉNIEL.

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
Les Chalets du Villard (93) 45-42-08
Ch. grand confort avec cuisinettes, piscine, tennis. Px spéc. juin et sept.

Angleterre

KENSINGTON LONDON
Une situation exceptionnelle près du métro South Kensington et Harrod. P. 90. Breakfast anglais, tasse incluse. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7 5LA. Dir. : E. Thom. 01-589-3225

Suisse

AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA - Semaines forlaines en montagne des 220 F. Piscine couverte et plein air. 4 courts tennis. 0452 7022.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES

AUBERGE DE RIQUERWILLER, 12, rue du P. de Montmartre (93) 70-52-39. Fermé du 30.7 au 1.8. Cadre d'été.
L'ALSACIENNE AUX HALLES, 17, rue Coquillière, 206-74-24. Jour et nuit.
CHEZ HANSI, 3, place du 18-Juillet, 545-96-12. Ouvr. jusqu'à 3 h. du mat.

Auvergnates

ARTOIS HIRSHOUBER, 13, r. d'Artois, 5. 201-10-17/BAZ. dim.

Corses

LA CORSE, 10, r. E.-Marcel, P/dim. Spéc. de l'île. Menu 36 s.a. 233-74-18.

FRANCAIS TRADITIONNELS

RELAIS BELMAN, 27, r. Franc.-T. 339-32-01. Jour, 22 h. Cadre d'été.
PIERRE, pl. Gallien, 203-97-04. P/dim. Dég. Din. d'art. Menu 80 F.
RELAIS MOUTLIN, route de Bapaume, 4 km d'Étampes. Cordon-rouge. 494-34-38. Menu 45 F. Carte 75 F. Ouvert tous les jours. Banquet, séminaires. Soirée dans le salon.
L'APERÇU, 51, quai Gds-Angoulême, 332-86-04. Cadre ancien.
LA GALLIOTTE, 6, rue Combeaut, 361-42-63. Ses terrasses et plats du jour.
LE CAVEAU, 19 bis, r. Martyrs-199, 351-26-30. Cadre XVII^e. Menu 35 F.
LA CROISSANTIERE 1989, 15, place du Tertre, 604-58-58. Sous les tonnelles de la guinguette.

GRILLADES

LE GABRIELLE D'ESTREES, 89, r. des Gravilliers, P/dim. 374-97-81.

LYONNAISES

LA FOUR, 2, rue Clément (93) 61-33-77-66. Aix aux fourneaux.

Pâtisseries

LA BOULANGERIE DU PATISSIER, 24, bd des Italiens, 254-51-77. T.J.

PÉRIGOURDINES

LE FRIANT, 40, r. Friant, 539-58-98. P/dim. Spéc. et cartes. Poissons.

SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 232-42-42. Cassoulet, 40 F. Confit 50 F.

SUD-OUEST

AU VIEUX PARIS, 2, pl. Panthéon (93) 063-70-22. P/dim. 8a. carte. P.M.E. 80 F.

TOURANGELLES

PEYTT RICHE, 21, rue Le Peletier, 710-86-30. De 11 à 45 couverts. Fermé du 2 août au 3 septembre.

FRUITS DE MER ET POISSONS

L'ACADIE, 33, bd du Temple, 272-71-94. P/dim. J.M. Neveu, chef cuis. LA BONNE TABLE, 43, rue Friant, 259-74-61. Spécialité de poissons.

DESSERTS

DESSERT, la spécialité de l'histoire, 1, place Paraire, 754-74-14. Coglages et biscuits. Les préparations de poissons du jour. Fermé en août.

VI/NDÉS

LE CONGRES, P. Malhot, 574-17-24. Bonif grillé à l'os. Jusqu'à 2 h. matin.

ARMÉNIENNES

LA CAPADOCIE, quai A.-Bianqui (93) 561-01. ALPOVITTE, 741.

CANADIENNES

MAISON QUEBÉCOISE, 20, rue G.-Bauchart, 720-30-14. P/dim. + plats français.

CHINOISES

ELYSEES MANDARIN, 3, r. Collège, 1^{er} étage. Entrée clim. Paramount. Tous les jours. 24 h. 49-73.

DANOISES ET SCANDINAVES

COPENHAGUE - FLORA DANICA JARDIN, 142, Champs-Élysées, tél. ELY. 20-41.

ESPAGNOLES

EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 287-25-37. Jusqu'à 100 couverts. Fermé en août. Réouvert. 10 sept.

ITALIENNES

LE SIMPLON, 1, r. P. de Montmartre. 21er J. 534-51-18. Pâtes fraîches. Fermé du 30 juillet au 28 août.

MAROCAINES

ALISSA Pils, 3, r. Ste-Baure, 548-07-22. Pl. couscous. Pastilla. P/dim. 10a. Fermé en août.

ORIENTALES

L'EMIR, 8, rue Basteville, 710-91-00. P/dim. Cadre raffiné et confortable.

PORTUGAISES

ELISABETH, 6, r. Panchat, 370-41-03. M^{re} Avron. Panchat. P.M.E. 80 F.

SUISES

LA MAISON DU VALAIS, 30, rue Royale, 220-22-72. MENU régional. 88 F. T.C.

VIETNAMIENNES

NEM 65, 66, rue Lauriston, (106) 727-74-32. Cuisine légère. Grand choix grillades. Cadre tranquille. Fermé le dimanche.

YIDDISH

AL GOLDENBERG, 63, avenue de Wagram, 227-34-79. Cadre tranquille. Importer. Produits Yiddish et d'Europe Centrale. Ouvert dimanche et fêtes. Terrasse d'été.

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

HORS PARIS

VIEUX GALLON*** BOIS de BOULOGNE. LON 24-10. Une table raffinée à bord d'un navire du 19^e siècle d'inspiration Cocktails Séminaires et Présentat. - Park.

Ouvr. après Minuit

TOUR D'ARGENT, 4, pl. Bastille, 12^e, 344-32-18. Cadre d'été. confort. Fermé en août.

L'ALSACIEN AUX HALLES, 14, rue Coquillière, 236-74-24. Spéc. région.

WIFIEN

AL GOLDENBERG, 63, avenue de Wagram, 227-34-79. Cadre tranquille. Importer. Produits Yiddish et d'Europe Centrale. Ouvert dimanche et fêtes. Terrasse d'été.

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

HORS PARIS

VIEUX GALLON*** BOIS de BOULOGNE. LON 24-10. Une table raffinée à bord d'un navire du 19^e siècle d'inspiration Cocktails Séminaires et Présentat. - Park.

Ouvr. après Minuit

TOUR D'ARGENT, 4, pl. Bastille, 12^e, 344-32-18. Cadre d'été. confort. Fermé en août.

L'ALSACIEN AUX HALLES, 14, rue Coquillière, 236-74-24. Spéc. région.

échecs

QUATRE DAMES

(VIIth Spartakiades, août 1979.)

Défense sicilienne.

bridge

LA PERFORMANCE DES DANOIS

♠ 10 9 8
 ♥ 8 7 4 2
 ♦ 9 7 4 3
 ♣ 8 D

♠ D6 ♠ 2
 ♥ D883 ♥ AV85
 ♦ 1085 ♦ ARDV62
 ♣ V1072 ♣ A8

 ♠ A R V 8 7 5 4
 ♥ 10
 ♦ —
 ♣ 5 5 5 4 3

Ann. : E. con. N-S vuln.

Ouest.	Nord	Est	Sud
Kreyns	L.H.	Borst	Hulgaard
—	—	2 ♦	3 ♠
passe	4 ♣	passe	passe
6 ♠	passe	passe	8 ♠

...Ouest ayant entamé le 5 de carreau, Sud a coupé le valet de carreau d'Est et a joué le 3 de trèfle pour le 7, la dame et l'as d'Est qui a contre-attaqué son singleton à pique (le 2). Comment Hulgaard, en Sud, a-t-il gagné CINQ PIQUES contre toute défense ?

Réponse :
Si, comme on peut le supposer, Oust a quatre trêfles, il faut couper deux fois trêfle pour les affranchir. Il n'est donc pas possible de donner deux coups d'autout, et il faut laisser traîner la dame de pique. Mais attention, il y a alors un danger : si Sud cherche chaque fois à rentrer chez lui en coupant carreau, il va se faire à la fin surcouper par la dame de pique.

Voici comment Hulgaard a évité cet écueil : il a pris avec l'as de pique, puis il a tiré le roi de trèfle et a repris la main en coupant un carreau. Ensuite, il a coupé un

trèfle avec le 9 de pique, et il a constaté que les trèfles n'étaient pas partagés et qu'il fallait couper encore un trèfle pour affranchir le cinquième trèfle. Cependant, comment reprendre la main ? Sud peut couper une seconde fois carreau et rejouer

tréfle coupé avec le 10 de pique, mais ensuite, même si le déclarant a le cœur, il est à l'abri de la punition, lui-même, carreau, pour permettre à Ouest de faire sa dame d'atout sêche en surcoupe.


Alors, après la première coupe à tréfle, le déclarant a eu soin de jouer le roi de cœur ! Est a pris et a continué carreau, coupé par Sud (Ouest fournissant son dernier carreau) ; puis Sud a joué tréfle coupé du mort par le 10 de pique, et il a pu *revenir dans sa main en coupant cœur* sans craindre cette fois la sur-soupe.

Il suffit enfin de tirer le roi de pique pour faire le reste.

Grandes manœuvres

Ce chelem, réussi par l'Américain Charley Coon, est un excellent exercice pour montrer comment, grâce à une bonne technique, il est possible de réussir, même sans voir les mains adverses, des contrats qui paraissent irréalisables.

♠ 10 9 7 5
♥ A 4 2
♦ 10 8 6 3
♣ A B

♠ V 632  ♠ A
 ♥ V 105 ♥ RD 8763
 ♦ V 4 ♦ 952
 ♣ D 943 ♣ 1076

♠ RD 84
 ♥ 9.
 ♦ ARD 7
 ♣ V 852

Ann : O den E O mün

Ouest	Nord	Est	Sud
Passé	Passé	Passé	1 A

passe	1 ♠	2 ♥	3 ♠
passe	4 ♣	passe	4 ♠
passe	5 ♣	passe	6 ♣

Ouest ayant entamé le valet de cœur, le déclarant a pris avec l'as de cœur du mort et il a joué le 5 de pique. Est a fait l'as et il a rejoué cœur. Sud a coupé avec le 7 de carreau puis il a tiré l'as

et le roi de carreau sur lequel le valet d'Ouest est tombé. *Comment Coon, en Sud, a-1-8-gagné ce PETIT CHELEM à CARREAU* contre toute défense ?

Note sur les enchères :
L'enchère de « 5 ♣ » montrait le contrôle à trèfle et certainement deux as. Le saut final à « 6 ♦ » n'en était pas moins courageux après le « passe » d'entrée du partenaire. En effet, s'il était certain que Nord avait deux as, il n'était pas du tout sûr qu'il ait également le roi de trèfle, et Sud pouvait craindre de perdre

PHILIPPE BRUCHON

dames

COUP DOUBLE
INTERDIT

1. 33-29	18-29	20. 32+11	6x17
2. 36-30	20-25	21. 32-27	13-18
3. 36-30	20-25	22. 32-27	8-23
4. 37-31 (A)	22+31	23. 30-31	17-21
5. 36+27	11-17	24. 31-26	2-7
6. 28-33	14-28 (B)	25. 26+17	12x21 (A)
7. 33-28 (C)	17-21	26. 40-41	4-9
8. 28+19	13+33	27. 40-42	5-10
9. 30+28 (D)	10-16	28. 41-37	10-15 (J)
10. 44-39	14-19	29. 42-38	7-22 (K)
11. 45-41	9-13 (E)	30. 27-28	18x27
12. 50-45	4-9	31. 29-32	24x31
13. 45-38	21-26	32. 43-39	27x33
14. 47-42	28-24 (F)	33. 39-37	32x29
15. 47-42	10-15 (H)	34. 34+33	25x34
16. 41-36	2-7	35. 33+17 (M)	
17. 47-37	26+37		13x31
18. 42+35	11-17 (N)	38. 23-29	21-27
19. 27-22	18x27	Abandon	

NOTES.

a) Peut-être était-il préférable de temporiser par 45-46, puis, au cinquante, pour la suite.

b) Considéré, effectivement, comme plus fort que la continuation usuelle (14-19), laquelle -permet ensuite à l'adversaire de placer un pion saquin à 24.

c) Inhabituel l'une des multiples prises classiques immédiates est 42-43 puis, au temps suivant, 43-42. La mobilisation rapide du pion pivot est fréquente dans le système Rosenburg.

d) Occupation du centre, mais dès lors le combat s'aura-t-il de commun avec la partie Rosenburg

[illegible][illegible]

tion incitant les Blancs à placer, pour enfin dégager leur aile droite, un coup double, en fait interdit car perdant.

1) Après avoir ouvert les broches, les Blancs vont exécuter le coup

PROBLEME

0. TAILLEFER
1935

Les Blancs jouent et gagnent
en huit temps (problème général
dont solution merveilleusement
accrocheuse).

[illegible]

les grilles du week-end

en tissu ; Voyelles. — VI. On voit
sa main partout ; Sous-marin ;
Celui-ci. — VII. Est parti sans
demander son reste (deux mois) ;
Le hasard l'a, dit-on, un peu aidé.

difforme, mais lui ne l'est pas
forcément ; Saint de banlieue. —
11. Pépin ; Sonne. — 12. Ascen-
dants. — 13. C'est avec elle qu'on
évoque le X.

MOTS CROISÉS

Horizontalement
I. Parcourt la ville ou dirige
une province. — **II.** Font des
boudes de neige; A connu la
musique outre-Rhin. — **III.** Dési-
gnée; Ils vous sont soumis pour
qu'on s'y soumette. — **IV.** Bouche.
On s'a pas fini, espérons-le, de
les reconnaître. — **V.** Va; Dessus

Verticalement

1. Quartier princier. — 2. On ne peut pas dire que c'est agir dans le sens du poil. — 3. Fis le nécessaire pour affranchir; Au plus près. — 4. Emu; Arène. — 5. Plus près de Moscou que de Leningrad; Escatoire. — 6. Ou c'est un faux d'arche ou il finira dans le dictionnaire. — 7. Elle a du galbe. — 8. Sur le flan; Voiture. — 9. Donna du miel; Rompre tout trouble. — 10. Elle, elle est

SOLUTION DE LA GRILLE N° 53

Horizontalement

I. Saint Ginglin. — II. Purée.
Ingrate. — III. Erromées; Aveu.
— IV. Cadd; Usurper. — V.
Gyroscope. — VI. Liam; Bec;
Isba. — VII. Acte; Ehi. Et.
— VIII. Consueit; X. In-
dodore. Guis. — X. Fonctionnelle.

Verticalement

I. Spéculatif. — 2. Aura; Icono.
— 3. Irrigation. — 4. Nédymne;
Oc. — 5. Ten; Ecot. — 6. Ruob;
— 7. Cade; — 8. Cade; — 9. No; Ro; Tuon. — 10.
Grappillée. — 11. Luvée; Fui.
— 12. Iten; Beof. — 13. Neu-
tridrose.

FRANÇOIS DORÉ

ANA-CROISÉS (*)

N° 54

Horizontalement

1. ACNOPSTU (+ 2). — 2. AÉINOUV (+ 1). — 3. CDEEIMOR. — 4. ADEESSY. — 5. ACEEILL. — 6. BRORST. — 7. ADEINOR (+ 1). — 8. ACEEMOR. — 9. AAILQU. —

(*) Jeu déposé.

Verticalement

17. ACDEKILM (+ 2). — 18. ALOSTUW. — 19. DELNOUUX (+ 1). — 20. ACDEHOT. — 21. AEDMNOPT. — 22. ADEILTU (+ 2). — 23. AEFURRR (+ 1).

	17	18	19	20	21
1					
2					
3					
4					
5					
6					

SOLUTION DU N° 53
Horizontalement
 1. BENZINE. — 2. CHEPTTEL
 (CLEPTELE). — 3. LINGUAL. —

TRAVERE, BVENTURA, TAVERNE,
VENTERAT, VENTERA). — 10.
G. VINCITE. 11. ENRAYESES.
12. VINCITE. — 13. MATA-
PAL. 14. NOISETTE (STE-
TIONS, NEOTIONS, NETTOIRS).
— 15. ATOAÑE. — 16. MESCO-
NIUM (COMMUNE).

Verticalement

17. BIGOUD. 18. MACA-
DAM. 19. NECTAIRE (ACI-
RENT, CENTIARE, CERTAINE,
CREAIRE, CREATINE, CTE-
NAIRE). — 20. TENORINO
(MOUORONT). — 21. MOTTEUR
(MOUTTER). — 22. ANGEVIN.
— 23. CUBITE. 24. PHYSA-
LIS. — 25. ELLIPSE (PELLES,

SERAI, NIERAIS, RENIAIS,
RESNAI, SERAINAI. — 27.
ERUPTIF. — 28. LANLAIRE.

MICHEL CHARLEMAGNE
ET CATHERINE TOFFIER.

P.S. — M. Brillouet, de Sainte-
Adresse (18), nous signala une ana-
gramme (n° 53) et remboute :
anagramme (n° 54) : « Résonance de
l'inanité du vide au singulier. Rap-
pelons que les ans croisés suivent
les règles du sorabail, qui autorise
l'emploi au singulier des noms de
« familles » c'est-à-dire « embouteims »
(verbalement, Intergénéral).

L'éphémère et le permanent

Le Casino de Paris risque de fermer provisoirement si des sacrifices d'effectifs ne sont pas acceptés
déclare le directeur de l'établissement

Selon la Fédération du spectacle C.G.T., jusqu'à présent, toutes les négociations menées avec la direction se sont heurtées à des refus de non-recevoir. En juin dernier, le comité d'entreprise avait refusé d'entériner la demande de la direction de licencier les cent quarante salariés du théâtre. Des réunions s'étaient d'autre part succédé dans le courant du mois de juillet sans résultat. « Si la situation ne devait pas se débloquer, dit encore M. Bauchet, je pourrais envisager de fermer purement et simplement la maison pour renvoyer ensuite les effectifs dont j'aurais besoin pour ma nouvelle revue ».

C'est en 1917 que Léon Volterra, alors nouveau propriétaire des lieux, dégringla la salle et y rapidement décoller les cafés-concerts passés de mode en imposant le style « du revu » à grand spectacle, élaborés autour d'une vedette de music-hall : Gaby Deslys d'abord, puis Germaine Monteau, puis, à la fin des années 1920, Josephine Baker, Théo Rossi, et, plus près de nous, Michel Michéy, Zizi Jeanmaire et Line Renaud. Ce style deviendra, au fil des années, et malgré les changements de propriétaire — Henri Varna en 1929, Noël Marcellin en 1930, Josephine Baker en 1976 — une tradition quasi immuable, avec les tableaux et les costumes multiples, une machinerie provoquant des tem-

blissements beaucoup plus importants que ceux des autres théâtres et costumes des chorégraphes salariés et des troupes diverses qui amputent les recettes, mais aussi en raison de l'évolution du public, facilement blasé et donc plus exigeant. Aujourd'hui, une revue du Casino de Paris coûte entre 4 et 6 millions d'euros.

En 1975, il fut question d'y fermer les portes du Casino du Paris, à la suite des difficultés financières de Roland Petit, alors directeur. A la fin du contrôle de celui-ci, M. Noël Marcellin s'associa avec M. Jean Bachevalier, qui est aussi le 18^e des casinos de Marrakech, Mohammed et de Forges-les-

CLAUDE FLOUTER

Comme on le voit, ce sera le changement, dans la continuité, dans ce tout jeune musée qui a atteint déjà la force de l'âge. Il devra d'autant continuer à s'enrichir qu'en face, l'ancien Musée national d'art moderne, qu'on a nommé on ne sait pourquoi, Musée d'art et d'essai, est appelé à connaître de nouveaux développements, lorsque sonnera l'heure du départ pour la gare d'Orsay.

Dès la rentrée, ce musée, en période de consolidation, va changer de politique. Comme tous les grands musées en France seront conduits à le faire, il va réduire le nombre de ses expositions, mais, en contrepartie, hausser leur niveau d'exigences. D'un autre côté, il mettra davantage en valeur les collections.

L'équipe Contensou va donc réduire l'éphémère et accroître le permanent. D'abord en transformant la géogra-

LA FÊTE DE MARVEJOLS

Pour la deuxième année, « La festa al pais » a coloré Marvejois, en Lozère, d'accents familiers et rythmé une semaine d'animation avec spectacles, expositions, at-

liers... Près de cent cinquante personnes, dont trente animateurs et plusieurs étrangers, venus d'Espagne ou d'Italie, ont participé à des stages de musique, de danse ou d'histoire.

Anniversaires

— Le 18 août.
Pour le troisième anniversaire de
la mort de **Louis RENOU**,
une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu.

L'amer à boire.
« Indian Tonik » de SCHWEPPE.

de Michel Vocoret

Un gros metteur en scène s'aperçoit qu'il est trop gros et se dit : qu'il y ait malgrin. Il fait tout pour se faire le désamour de ses deux sœurs, toutes deux mariées, des mauvaises, jeunes. Sa femme dépense des fortunes pour l'alder, mais en fait il n'est pas marié, et, au club, il rencontre une blonde qui va l'alder encore mieux. Elle est moins pourant, mais ils malgront ensemble. C'est tout. L'œuvre est d'un grand bonhomme de Peter Ustinov à rester dignement comique envers et contre tous les régimes qu'on lui fait suivre... si Bernadette Lafont en épouffe ne tirait pas son épingle du jeu, si cette comédie de l'émigration n'était pas une œuvre d'art, si elle n'était pas une œuvre d'art à la crème artificielle, on ne parlerait même pas de *Mauvaises malgrines* ensemble. — C. D.

★ Voir les films nouveaux.

■ Il n'y a pas eu de palmarès pour le premier Festival du film Stouffville (Québec), qui s'est tenu du 10 au 14 septembre. L'organisateur, le jury et le public ont simplement choisi neuf œuvres « remarquables » sur les soixante « films » présentés : « Le Bravado légendaire », de Bernard Séguin ; courts métrages : « Andros », de Claude Maurin ; « Danger radioactif », de Jean Gauthier ; « Les deux frères », de Claude et Michel Marre ; jeunes réalisateurs : « Paul », de Darka Medvedovic ; « Sally, là où, là, quand, là comment », de Pascal Deligne ; reportages : « Les Dames avec l'aveugle », de Michel Gair et Morgane Laflèche ; « Patriotisme », d'Arthur Mac Cais. Un hommage particulier a été rendu au « grand maître » québécois, Paradisov, ainsi qu'à Jérôme Bérubé.

OUVERT EN AOUT

leur sortir de cette une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

les personnes qui, par leur présence et leurs envois de fleurs, se sont associées à leur deuil.

capitales d'imprimerie.

$\frac{1}{2} \times 100 = 50\%$

ROGER BÉCRIAUX.

[illegible]

ÉTRANGER

Les débuts en fanfare de Mme Thatcher

II. — Guérir la « maladie anglaise »

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Pour la première fois depuis la fin de la guerre, un gouvernement conservateur britannique est plus « doctrinaire » que pragmatique. Même si le sévère programme de redressement — et de changement du cadre de la société — n'est pas du goût de tout le monde, Mme Thatcher et son équipe ont incontestablement créé une impression favorable, dont les sondages d'opinion rendent mal compte, en tenant d'entrée de jeu leurs promesses électorales. (« Le Monde » du 17 août).

Londres. — Boutons encore M. Len Murray, le secrétaire général des TUC. Ses propos nous donnent sans doute une idée de l'atmosphère psychologique qui règne en Grande-Bretagne. « Bien que nous ne soyons pas d'accord avec la stratégie économique du gouvernement (fondée sur l'idée qu'en réduisant les dépenses publiques on encourage le secteur privé à se développer) et que nous contestons la nécessité pour la Grande-Bretagne d'une nouvelle cure d'austérité (le pétrole de la mer du Nord la rend inutile), nous acceptons un certain nombre d'évolutions ».

Quelles sont-elles ? M. Murray nous en a cité quatre, qui vont toutes dans le sens de la politique menée par Mme Thatcher. « La première, nous dit-il, est que tout gouvernement se doit aujourd'hui d'accorder la plus grande attention à la politique monétaire. Le précédent cabinet en était déjà convaincu, et en

particulier son chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey. Chez ses successeurs, le monétarisme exerce une véritable fascination. »

« Deuxièmement, les TUC sont tout à fait persuadés qu'il est nécessaire de restaurer la rentabilité des entreprises mais, ajoute M. Murray, pas d'augmenter la distribution des dividendes, comme cela va se faire, alors que les bénéfices sont en diminution. » Il insiste en précisant que « le mot profit a cessé d'être un mot honteux ».

« Troisièmement, nous sommes prêts à admettre qu'une certaine partie des dépenses publiques doit être décaissée dans le secteur productif, et notamment au secteur productif privé. »

« Quatrièmement, nous pensons que le moment est venu d'engager un certain allègement de l'impôt sur le revenu et de réexaminer le système de la fiscalité indirecte. »

Dans son manifeste électoral, le Labour — ne l'oublions pas — avait lui aussi estimé utile une diminution des impôts directs. M. Denis Healey était personnellement en faveur d'une réduction du taux d'imposition sur la tranche supérieure de revenus. Tout se passe comme si l'électorat britannique avait pensé que des réformes, plus ou moins souhaitées par tous, auraient plus de chances d'être réalisées par ceux qui en faisaient un cheval de bataille que par ceux qui les proposaient du bout des lèvres, par une sorte de concession à la réalité des choses.

Un alignement sur la « norme » européenne

Un autre élément doit être pris en considération. Si radicales qu'elles puissent paraître dans certains domaines, les mesures jusqu'à maintenant prises par le cabinet Thatcher reviennent en fait soit à corriger des situations aberrantes, et qui sont perçues comme telles, soit à aligner le régime britannique sur la norme européenne.

Ainsi de la fiscalité directe, dont le poids, pour une grande partie, est dû à la déduction des intérêts (en proportion de son revenu) restera encore supérieur à ce qu'il est dans la plupart des autres pays, Suède exceptée. Fournant, l'impôt sur le revenu pour tout le monde grâce à un aménagement des tranches et des barèmes. On devient vite un gros contribuable en Grande-Bretagne, à cause de la lourdeur de la déduction de l'impôt. Le nouveau taux applicable à la tranche supérieure des revenus est ramené de 53 à 40 %, comme en France (en proportion de son revenu) de 50 à 40 %. Tel économiste, conseiller du premier ministre, recommande de l'abaisser jusqu'à 30 %, mais Mme Thatcher, sans doute guidée par son flair politique, a décidé, semble-t-il, d'en rester là.

Un autre exemple est fourni par la réduction des aides régionales administratives. Le ministre de l'Industrie qui dirige celui qui se considère comme le théoricien du nouveau libéralisme tory pur et dur : Sir Keith Joseph. Le mon-

tant des subventions sera par lui diminué d'un tiers en volume au cours des trois prochaines années. Mais il faut savoir que l'actuelle carte des régions assistées en est venue à couvrir 40 % de la population active du royaume. Il est difficile de trouver scandaleux l'objectif de Sir Keith, qui est de ramener progressivement ce pourcentage à 25 %, en rendant le système beaucoup plus sélectif. Les nouveaux ministres ont pavé le chemin de la réduction de la « stratégie industrielle » dont leurs prédécesseurs faisaient grand cas pour régénérer l'outil de production national. Ce qui est la régénération ? demandent-ils en mettant en doute les capacités de l'Etat à expliquer aux industriels ce qu'ils doivent faire. Mais à cause de la lourdeur de la déduction de l'impôt, le nouveau taux applicable à la tranche supérieure des revenus est ramené de 53 à 40 %, comme en France (en proportion de son revenu) de 50 à 40 %. Tel économiste, conseiller du premier ministre, recommande de l'abaisser jusqu'à 30 %, mais Mme Thatcher, sans doute guidée par son flair politique, a décidé, semble-t-il, d'en rester là.

« L'éléphant de cirque »

Rogner sur les dépenses publiques est un des chapitres les plus importants du programme conservateur, et le budget n'y est pas allé de main morte. Mais, pour déterminer dans quelle mesure on réduira effectivement le train de vie du secteur public au sens large du terme, il convient de distinguer entre les économies qui portent sur des dépenses déjà engagées et celles qui consistent à renoncer à des projets précédents. Pour l'instant, on travaille sérieusement sur tout le territoire du royaume à réexaminer (re-

voir) tous les budgets des administrations. Pour beaucoup d'autorités locales, les choix à faire seront douloureux. Selon une méthode héritée des travaillistes, l'Etat fixe en valeur des plafonds de dépenses (cash limits). Si on accroît des dépenses là, il faut les réduire ailleurs. Pour les municipalités, il faudra réduire les effectifs (par réduction de l'embauche), pour accorder les engagements de traitement précédentes par la commission Clegg. L'opposition politique et syndicale ne trouve rien de mieux que de ressortir la thèse défranchée selon laquelle en coupant « savamment » dans les services publics on porte gravement atteinte à l'emploi qu'au niveau de vie. L'ancienne rend un son connu. A peine adaptée aux circonstances du jour, c'est la vieille credo keynésien. A toute menace

de ralentissement de la machine économique, les fidèles réclament un accroissement des crédits budgétaires. La recette a débouché en Grande-Bretagne sur l'émergence d'un énorme déficit, qu'on espère contenir pendant l'exercice en cours dans les limites de 825 milliards de livres, soit environ 78 milliards de francs, contre 925 milliards de livres l'an dernier. Satisfait par les besoins d'emprunts du secteur public (« Public Sector Borrowing Requirements » ou P.S.B.R.), est un sous-titre pour les autorités monétaires. Cette préoccupation commande au premier chef la politique du

taux de l'intérêt, nettement plus élevé en Grande-Bretagne, sauf périodes exceptionnelles, que dans la plupart des autres pays industriels.

Plus pénis et surtout plus appropriés à la situation apparemment exceptionnelle du chancelier de l'Échiquier, pour qui il faut d'une part, réduire le déficit à des dimensions telles qu'il cesse, nous a-t-il dit, d'être cet élément de cirque qui accapare toute l'attention, et, d'autre part, substituer à la « politique de la demande » une autre méthode de gouvernement visant à renforcer l'« autre aspect de l'économie, celui de l'offre » (un thème familier aux auditeurs de M. Raymond Barre).

Le programme des réformes

Le rôle réformiste des nouveaux torse ne leur échappe, selon toute apparence, même à la tête. Ils ne cessent de répéter que le pouvoir politique n'est pas en mesure de changer la société elle-même. Mais il peut modifier les règles du jeu, et ils espèrent que, ce faisant, ils aideront la Grande-Bretagne à se guérir de sa « maladie anglaise », la « maladie de la demande ». Le rôle réformiste des nouveaux torse ne leur échappe, selon toute apparence, même à la tête. Ils ne cessent de répéter que le pouvoir politique n'est pas en mesure de changer la société elle-même. Mais il peut modifier les règles du jeu, et ils espèrent que, ce faisant, ils aideront la Grande-Bretagne à se guérir de sa « maladie anglaise », la « maladie de la demande ». Le rôle réformiste des nouveaux torse ne leur échappe, selon toute apparence, même à la tête. Ils ne cessent de répéter que le pouvoir politique n'est pas en mesure de changer la société elle-même. Mais il peut modifier les règles du jeu, et ils espèrent que, ce faisant, ils aideront la Grande-Bretagne à se guérir de sa « maladie anglaise », la « maladie de la demande ».

A l'autre bout de l'échelle existe un autre mécanisme par lequel le travail est dévalorisé. On est bien décidé aussi à s'y attaquer, mais visiblement on hésite sur les moyens et sur le meilleur moment pour intervenir. En vertu du système actuel, un petit salarié n'a guère intérêt à chercher un emploi plus rémunérateur, car il perdrait du même coup le bénéfice de l'aide sociale aux plus pauvres et perdrait simultanément entrer dans la zone des revenus imposables. On cherche d'abord à effectuer un réajustement qui d'une façon infime (même si son salaire a, admettons, doublé) : « C'est ainsi qu'on fabrique des vêtements, en France, on les vend à 100 francs, en Grande-Bretagne, on les vend à 200 francs », commente un conseiller du gouvernement.

M. Milton Friedman, un économiste très prisé aujourd'hui, mais moins aimé par le célèbre contradicteur de Keynes pendant les années 30 — avait proposé un système de crédit d'impôt destiné, selon lui, à ramener à l'incidence totale en assurant un revenu minimum à chacun. Le bon sens de Mme Thatcher lui fait considérer avec suspicion cette solution. Alors qu'elle envisage un relèvement des droits de succession et se déclare partisan de l'impôt sur les plus-values, elle ne veut pas de la déduction de l'impôt sur le revenu. Elle ne veut pas de la déduction de l'impôt sur le revenu. Elle ne veut pas de la déduction de l'impôt sur le revenu.

Si on veut protéger certains des conséquences de ses propres folies, on ne rencontrera plus que des « fous ». C'est un jugement d'Herbert Spencer (1) qu'on cite volontiers à Whitehall. En attendant, le gouvernement a été pris de court par certains effets de sa propre politique. Il n'avait, par exemple, nullement prévu la remontée spectaculaire de la livre sterling, qui inquiète beaucoup d'industriels (mais pas tous). Il ne prévoit pas davantage aujourd'hui à quel point l'afflux des capitaux extérieurs risque de neutraliser ses efforts pour maîtriser la croissance de la masse monétaire. Il y a encore deux mois, il espérait que l'accueil favorable du patronat aidant, les perspectives économiques s'amélioreraient, favorisant la lancée de l'expansion. Il se trouve aujourd'hui confronté aux prévisions pessimistes du C.B.L. (équivalent du C.N.P.F.), assombrées par une forte baisse des bénéfices. Il est d'autant plus inquiet que Mme Thatcher se laisse déstabiliser par la route qu'elle s'est tracée, comme ce fut le cas au début de cette décennie pour le gouvernement conservateur de M. Healey, avec qui elle s'alignait certainement pas être comparée.

(1) Philosophie britannique du siècle dernier.

Pour lutter contre l'inflation et soutenir le dollar

Les autorités américaines portent le taux de l'escompte à 10,5 %

La réserve fédérale des Etats-Unis a relevé, jeudi 16 août, son taux d'escompte d'un demi-point, portant celui-ci à 10,5 %, niveau jamais atteint jusqu'à maintenant (1). Déjà, le taux de l'escompte avait été relevé de 8,5 à 10 % le 20 juillet dernier. Cette décision, qui va réduire le crédit, intervient vingt-quatre heures après que les principales banques américaines aient relevé leur « prime rate » ou taux d'intérêt pour les crédits commerciaux privilégiés (le *Money* du 17 août). Elle intervient également deux semaines après la nomination de M. Paul Volcker à la tête de la Réserve fédérale. Lorsqu'il avait pris ses fonctions, M. Volcker avait affirmé publiquement son intention de renforcer la lutte contre l'inflation, la hausse des prix de détail atteignant maintenant aux Etats-Unis un rythme annuel supérieur à 13 %.

La décision de M. Volcker montre que les dirigeants américains ont accepté une certaine dose de récession économique comme prix de lutte contre l'inflation. Elle est aussi la marque concrète d'une volonté nouvelle de défendre le dollar, qui avait à nouveau glissé à la suite du relèvement des taux d'intérêts dans plusieurs pays européens, et de l'annonce des effets négatifs qu'aurait sur la balance des paiements américains la nouvelle hausse du prix du pétrole.

L'indice de la production industrielle aux Etats-Unis a baissé de 0,1 % en juillet, par rapport à juin. Cette baisse a pour cause principale un fléchissement sensible de la production automobile (-3 % par rapport à juin). Déjà, en juin, l'indice avait baissé de 0,1 %, après avoir augmenté de 1,1 % en mai et de 1,4 % en avril. En un an (juillet 1978 comparé à juillet 1977), la production industrielle est en hausse de 3,4 %.

D'autre part, les mises en chantier de logements ont fortement diminué en juillet aux Etats-Unis, apportant une nouvelle preuve d'un début de récession économique, a indiqué, jeudi 16 août, le Département du commerce.

Les mises en chantier de logements sont tombées au rythme annuel de 1 790 000 unités en juillet, soit 7 % de moins que le niveau de juin (1 935 000 unités) et 14 % de moins que le chiffre de juillet 1978. Les constructions de logements avaient progressé, en 1978, au rythme annuel de deux millions d'unités.

Selon un économiste de la National Association of Homebuilders, les mises en chantier de logements devraient être cette année inférieures de 20 % à celles de l'an dernier. Durant les sept premiers mois de l'année, les constructions de logements ont baissé de 7 % par rapport à la même période de l'an dernier.

(1) A son plus bas niveau historique, le taux d'escompte américain était tombé à 1 % c'était en 1953, époque où l'économie américaine était très déprimée. Entre 1970 et 1978, ce taux était situé entre 9 et 13,5 %.

Il avait augmenté en 1974 pour atteindre 8 % en avril. Il était ensuite redescendu pour s'inscrire à 6,5 % en 1978. Depuis, il a été progressivement relevé pour atteindre jeudi son plus haut niveau historique.

DES BANQUES JAPONAISES ACCORDENT A LA CHINE 8 MILLIARDS DE DOLLARS DE PRÊTS

Tokyo (A.P.P.). — Un accord vient d'être signé pour l'octroi, par trois banques japonaises, de deux prêts totaux de 8 milliards de dollars à la Chine, approuvés à Tokyo. Il s'agit de deux premiers prêts consentis à la Chine par des banques japonaises. Un accord de principe pour ces deux concours avait été annoncé en mai dernier.

Le premier prêt, à court terme, d'un montant de 5 milliards de dollars, sera remboursable après six mois et portera un intérêt supérieur de 0,25 % au taux moyen des eurodollars. Le second prêt, de 3 milliards de dollars, portera un intérêt de 0,5 % supérieur au taux des eurodollars et sera remboursable après quatre ans et demi.

ENVIRONNEMENT

QUATRE MOIS APRÈS LE NAUFRAGE

Le traitement de la nappe de pétrole du « Gino » va commencer au large de la Bretagne

Six millions de francs viennent d'être débloqués par le premier ministre pour que soit neutralisée la nappe de pétrole s'étendant par 120 mètres de fond autour du « Gino », le tanker libérien coulé il y a trois mois et demi au large de la Bretagne.

A moins de 100 kilomètres des plages du Finistère, 40 000 tonnes de pétrole reposent au fond de l'océan. Ce gisement n'est autre que le contenu de l'épave du Gino, coulé le 28 avril dernier, après une collision avec un bateau norvégien. Le produit — une sorte de goudron plus lourd que l'eau, baptisé « carbon black » — était destiné à la raffinerie de Port-Jérôme (Seine-Maritime), où il devait être transformé en poudre de carbone entrant dans la fabrication des pneumatiques.

Les analyses indiquent que cet hydrocarbure contient une proportion assez élevée (4 grammes par tonne) de composés benzéniques. Ces substances cancérigènes pourraient être absorbées par les organismes marins, puis concentrées par les poissons et les coquillages. La cargaison du Gino ne risque pas de provoquer une marée noire, mais elle est potentiellement dangereuse.

Heureusement, la zone où repose l'épave est interdite à la pêche, car la marine nationale y immerge des explosifs. Autre circonstance atténuante, le produit est peu soluble. Il n'empêche que la présence de ces 40 000 tonnes de goudron préoccupe les pouvoirs publics, les syndicats et les écologistes. La fédération C.F.D.T. des industries chimiques réclame « des informations précises » et demande que « des mesures de récupération soient engagées ».

La Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.) inquiète de ce nouveau dépôt d'hydrocarbures au large du Finistère. Elle souligne qu'il vient s'ajouter aux 40 000 tonnes de brut échappées de l'Amoco-Cadiz qui ont coulé et sont piégées au fond. Au printemps de cette année, soit un an après la marée noire, on trouvait encore dans les abers 6 à 7 grammes de pétrole

par kilo de vase, soit mille fois la concentration habituelle.

Le cargo libérien est posé sur un fond de sable. Ses panneaux de cales ont sauté et sa coque qui contient environ 36 000 tonnes de produits pétroliers, est déformée. Le pétrole s'écoule très lentement et la nappe s'épaise de 10 à 20 centimètres chaque jour. Elle couvre une zone d'environ 4 000 tonnes environ.

Une soucoupe plongante du Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) a exploré le site. Les poissons ne paraissent pas incommodés, mais les chalutages opérés par l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) révèlent que les coquilles Saint-Jacques ont fui les abords de l'épave.

Que faire pour neutraliser la cargaison du Gino ? Les spécialistes ont envisagé d'entourer l'épave et la nappe qui l'entoure sous une coque de sable. Solution coûteuse et bien aléatoire. La « bombe » ainsi érigée devrait être surveillée pendant des années et rien ne dit qu'elle ne laisserait pas échapper, un jour, son contenu. Aussi, le gouvernement a-t-il décidé de tenter de confiner la nappe de manière à ce qu'elle ne s'étende plus. On pourrait soit l'entourer d'un talus de 3 kilomètres de long, soit creuser une fosse et y pousser le carbon black. Puis on essaierait de pomper la pâte. Pour cela, il faut soit la rendre fluide en la réchauffant, soit la fragmenter mécaniquement et la remonter sous forme d'émulsion.

Plusieurs entreprises privées ont proposé leurs services. L'Institut français du pétrole et le Centre national d'exploitation des océans seront associés aux travaux. C'est le préfet maritime de Brest, l'amiral de Casanova, qui coordonnera les opérations. Le gouvernement vient de l'autoriser à engager des dépenses jusqu'à concurrence de 6 millions de francs. Si l'on parvient à confiner puis à pomper la nappe on sera alors en mesure de vider à leur tour les cuves du Gino. Ces manœuvres inhabituelles par 120 mètres de fond ne peuvent s'effectuer que par temps calme. Le confinement de la nappe pourrait commencer au cours des

prochaines semaines mais le pompage lui-même n'est guère envisagé avant le printemps 1980.

Une première évaluation avait chiffré le coût des travaux à une trentaine de millions de francs. L'expérience du *Bohien*, ce pétrolier allemand naufragé près d'Ouessant en octobre 1976, incite à la prudence. Pour récupérer par 100 mètres de fond 2 000 des 9 000 tonnes de pétrole qu'il contenait, il fallut dix mois de travaux. Trois hommes y trouvèrent la mort et la facture finale se monta à 143 millions de francs dont moins de la moitié fut couverte par les assurances.

Cette fois, les conditions financières semblent plus favorables. L'armateur du Gino va déposer ce jour-ci auprès du tribunal de commerce de Brest un fond de garantie de 4 millions de dollars (17 millions de francs). Mais la convention internationale de Bruxelles signée en 1971 et qui vient d'entrer en application permet de réclamer aux assureurs des navires créant une pollution marine jusqu'à 54 millions de dollars (230 millions de francs). La marine nationale, qui va passer contrat avec des entreprises de travaux sous-marins, est donc théoriquement assurée de récupérer ce qu'elle dépensera.

MARC AMBROISE-RENDU.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DUMET

Les travaux effectués par le groupe au cours du deuxième trimestre de 1979 se sont élevés à 750 millions de francs, soit 1 710 millions de francs hors taxes.

Les nouveaux chantiers traités au cours de ce trimestre, notamment deux lots de terrassements d'auto-route en France et l'extension de la cité de Babouk en Arabie Saoudite, ont porté à plus de 5 milliards de francs le volume des travaux, restant à exécuter au 30 juin 1979.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	7 J. MOIS	30 J. MOIS	3 MOIS	6 MOIS
\$ E.-U.	4,2525	4,2550	- 35 - 30	- 65 - 35	- 120 - 70
£ (GBP)	2,6415	2,6445	- 10 - 10	- 100 - 100	- 180 - 180
Yen (100)	1,9350	1,9320	+ 50 + 75	+ 135 + 170	+ 430 + 475
DM	2,3250	2,3275	+ 70 + 90	+ 155 + 180	+ 465 + 500
France	2,1170	2,1195	+ 15 + 35	+ 50 + 70	+ 120 + 165
P.B. (1977)	14,5255	14,5365	- 220 - 95	- 465 - 230	- 735 - 400
P.B. (1981)	2,5685	2,5725	+ 130 + 205	+ 305 + 420	+ 1005 + 1150
P.B. (1985)	1,9170	1,9205	- 105 - 105	- 230 - 250	- 1170 - 1020
£ (1990)	5,4245	5,4340	- 285 - 235	- 385 - 310	- 1285 - 1250

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16
DM	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
£	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
France	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
P.B. (1977)	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
P.B. (1981)	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
P.B. (1985)	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
P.B. (1990)	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16

Notes : Les courbes des taux des devises sont indiquées en fin de manuscrit par une grande bande de la place.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 16 AOUT

EFFRÈMENT DES ACTIONS REPRISE DE L'OR

La cotation du 15 août n'a pas modifié la tendance des actions françaises, les ventes bénéficiant d'un bon effet de levier. Les indices de la Bourse de Paris, à l'issue d'une séance tout aussi calme que les précédentes, l'indicateur instantané affichait un repli d'environ 0,5 %.

Seul le compartiment pétrolier a cependant subi une baisse générale. Il est vrai que Esso vient de publier un communiqué destiné à tempérer un peu l'ardeur que les boursiers ont déployé sur ce titre après l'annonce d'une découverte d'hydrocarbures dans le Aquitaine, enregistrée la plus forte baisse de la séance (- 5 %), suivi par la Française des pétroles (- 3 %).

Parmi les autres replis, signalez celui qui aurait pu se produire sur les Galeries Lafayette, soutenu par l'annonce de la vente d'un immeuble dans le quartier de la Madeleine, et celui de la Compagnie des pétroles (CAC) suite au niveau psychologique des cent points, c'est logique, a dit un des responsables de la société, « présent au palais ».

Sur le marché de l'or, en dépit du recul enregistré jeudi matin à Londres (mais les cours ont remonté le 15 août), le lingot s'est redressé jusqu'à 431 000 F, contre 428 000 F le 14 août. L'après-midi, le plus soutenu après la nouvelle hausse des taux d'intérêt américains, n'y est, cette fois, pour rien. Cette remontée internationale du métal jaune, même si elle est éphémère, aura en tout cas permis au négociant de reprendre son mouvement de hausse : + 2 F à 400 F.

Le groupe qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Taux du marché monétaire
Effets privés : 10 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen) : 217 25 / 217 55

LONDRES

Déprimé par le manque d'affaires, le marché s'est replié de 1 point, à 471,7.

VALEURS	16/8	17/8
British Petroleum (N)	147	145
British Petroleum (S)	147	145
Imperial Chemical	346	344
Imperial Chemical	346	344
Imperial Chemical	346	344
Imperial Chemical	346	344
Imperial Chemical	346	344
Imperial Chemical	346	344
Imperial Chemical	346	344
Imperial Chemical	346	344
Imperial Chemical	346	344

NEW-YORK

Léger repli technique

Le marché est resté très actif jeudi à Wall Street (47,36 millions d'actions ont changé de mains, contre 46,25 millions) mais l'indice Dow Jones s'est légèrement replié à 289,04 (- 1,2).

Le nombre de balises a été quelque peu supérieur à celui des hausses (107 contre 97 et 415 échanges) mais, selon les professionnels de la Bourse, ce phénomène est logique, après l'envoi de ces dernières séances.

Certes, l'annonce d'une production industrielle en repli de 0,1 % en juin et d'un nombre de ventes en chaudière de logements en baisse de 7 % pour le même mois, n'a certes pas fait plaisir aux opérateurs. Reste que ces chiffres ne reflètent pas la situation réelle de l'économie. La production industrielle a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe. La vente de voitures a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe. La vente de voitures a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Triplement des résultats semestriels de Royal Dutch-Shell

Les bénéfices du groupe Royal Dutch-Shell se sont élevés à 1 328 millions de livres sterling pour le sixième mois de l'année, contre 394 millions l'an dernier.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Taux du marché monétaire
Effets privés : 10 1/2 %

NEW-YORK

Léger repli technique

Le marché est resté très actif jeudi à Wall Street (47,36 millions d'actions ont changé de mains, contre 46,25 millions) mais l'indice Dow Jones s'est légèrement replié à 289,04 (- 1,2).

Le nombre de balises a été quelque peu supérieur à celui des hausses (107 contre 97 et 415 échanges) mais, selon les professionnels de la Bourse, ce phénomène est logique, après l'envoi de ces dernières séances.

Certes, l'annonce d'une production industrielle en repli de 0,1 % en juin et d'un nombre de ventes en chaudière de logements en baisse de 7 % pour le même mois, n'a certes pas fait plaisir aux opérateurs. Reste que ces chiffres ne reflètent pas la situation réelle de l'économie. La production industrielle a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe. La vente de voitures a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe. La vente de voitures a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe.

INDICES OTIDIENS

(INSEE, base 100 = 29 déc. 1978)

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

14 août 1979

VALEURS

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Cours précédents / Dernier cours

Les autorités américaines portent le taux de l'escompte à 10,5 %

Le taux de l'escompte a été porté à 10,5 % par la Réserve Fédérale des États-Unis, lors de sa réunion du 15 août.

Cette décision intervient après une séance de la Bourse de New York qui a été marquée par un repli technique.

Le marché est resté très actif jeudi à Wall Street (47,36 millions d'actions ont changé de mains, contre 46,25 millions) mais l'indice Dow Jones s'est légèrement replié à 289,04 (- 1,2).

Le nombre de balises a été quelque peu supérieur à celui des hausses (107 contre 97 et 415 échanges) mais, selon les professionnels de la Bourse, ce phénomène est logique, après l'envoi de ces dernières séances.

Certes, l'annonce d'une production industrielle en repli de 0,1 % en juin et d'un nombre de ventes en chaudière de logements en baisse de 7 % pour le même mois, n'a certes pas fait plaisir aux opérateurs. Reste que ces chiffres ne reflètent pas la situation réelle de l'économie. La production industrielle a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe. La vente de voitures a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe. La vente de voitures a augmenté de 0,1 % en juin, ce qui est un bon signe.

Le groupe qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

Le groupe, qui reconnaît avoir amélioré ses marges bénéficiaires (c'est-à-dire que le volume de produits ont légèrement diminué), a répondu par avance aux critiques qui pourraient lui être adressées. Pour ce semestre, nous avons réalisé 1 065 millions de livres de dépenses de capital (contre 961 millions l'an passé), a-t-il ajouté, ce qui est un gain de 104 millions.

meubles
208 10-30
de l'Atlas - PARIS XIX*

[illegible]